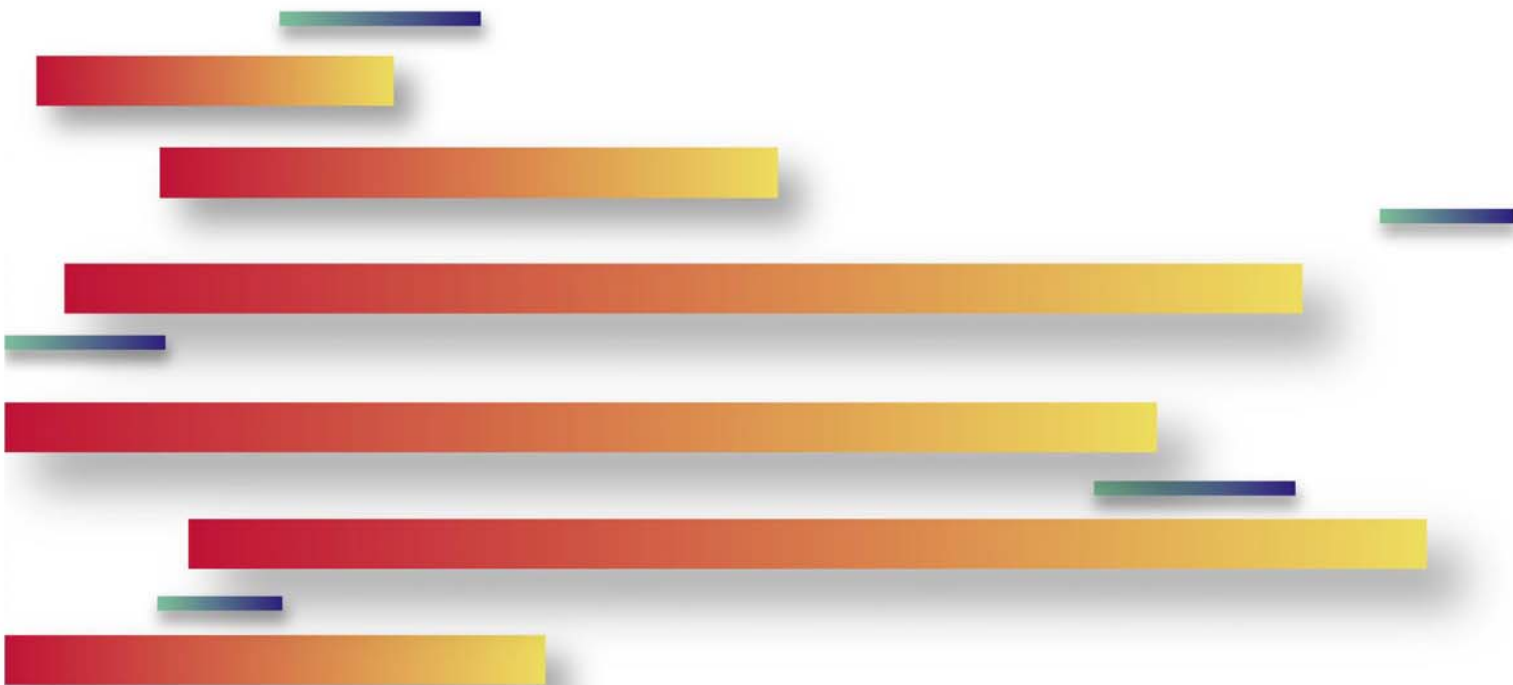


**Bulletin régional
sur le marché du travail
BAS-SAINT-LAURENT**

4^{er} trimestre 2005
volume 26, numéro 4



Publication réalisée par la

Direction de la planification, du partenariat et de
l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec
Bas-Saint-Laurent

Direction

Pierre Robitaille, directeur régional

Rédaction

Louis-Mari Rouleau, économiste

Conception et développement

Omar Choucair, analyste en informatique
Lamara Yadel, technicien en informatique
Riadh Ounissi, technicien en informatique
Mélanie Lapalme, technicienne en informatique

Secrétariat

Colombe Mercier

Abonnement et changement d'adresse :
Emploi-Québec Bas-Saint-Laurent
Téléphone : 418 725-6213
Télécopieur : 418 722-4856
Courriel : louis-mari.rouleau@mess.gouv.qc.ca

Publication disponible sur le site Internet :
<http://emploi.quebec.net/francais/regions/bassaintlaurent/publications.htm>

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2006
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1180-4572

Table des matières

LEXIQUE	4
MISE EN GARDE MÉTHODOLOGIQUE.....	5
FAITS SAILLANTS.....	6
SECTION 1.....	7
CONJONCTURE.....	7
MARCHÉ DU TRAVAIL.....	8
SECTION 2.....	28
GRAPHIQUES	29
<i>Taux de chômage et variation annuelle de l'emploi selon la région.....</i>	<i>29</i>
<i>Taux d'emploi (%) et taux de chômage (%), Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec</i>	<i>30</i>
<i>Emploi à temps plein et à temps partiel, Bas-Saint-Laurent.....</i>	<i>31</i>
TABLEAUX.....	32
<i>Principaux indicateurs du marché du travail</i>	<i>32</i>
<i>Comparaisons interrégionales.....</i>	<i>33</i>
<i>Principaux indicateurs du marché du travail selon le sexe et l'âge.....</i>	<i>34</i>
<i>Emploi par secteur d'activité</i>	<i>35</i>
<i>Emploi selon le genre et le niveau de compétence.....</i>	<i>36</i>
<i>Prestataires de l'assurance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec</i>	<i>38</i>
<i>Prestataires de l'assurance-emploi selon les centres locaux d'emploi.....</i>	<i>39</i>
<i>Prestataires de l'assistance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec.....</i>	<i>40</i>
<i>Prestataires de l'assistance-emploi selon les centres locaux d'emploi</i>	<i>41</i>
SECTION 2 ANNUELLE.....	42
GRAPHIQUES	43
<i>Taux de chômage et variation annuelle de l'emploi selon la région.....</i>	<i>43</i>
<i>Taux d'emploi (%) et taux de chômage (%), Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec</i>	<i>44</i>
<i>Emploi à temps plein et à temps partiel, Bas-Saint-Laurent.....</i>	<i>45</i>
TABLEAUX.....	46
<i>Principaux indicateurs du marché du travail</i>	<i>46</i>
<i>Comparaisons interrégionales.....</i>	<i>47</i>
<i>Principaux indicateurs du marché du travail selon le sexe et l'âge.....</i>	<i>48</i>
<i>Emploi par secteur d'activité</i>	<i>49</i>
<i>Emploi selon le genre et le niveau de compétence.....</i>	<i>50</i>
<i>Prestataires de l'assurance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec</i>	<i>52</i>
<i>Prestataires de l'assurance-emploi selon les centres locaux d'emploi.....</i>	<i>53</i>
<i>Prestataires de l'assistance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec.....</i>	<i>54</i>
<i>Prestataires de l'assistance-emploi selon les centres locaux d'emploi</i>	<i>55</i>
ANNEXE	56
LISTE DES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI (CLE)	57

Lexique

Population de 15 ans et plus : Toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institutions et des membres des Forces armées.

Population active : Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Emploi : Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle, des personnes occupées, utilisée par Statistique Canada dans l'*Enquête sur la population active*.

Chômeurs : Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

Taux de chômage : $(\text{Nombre de chômeurs} / \text{population active}) \times 100$.

Taux d'activité : $(\text{Population active} / \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$.

Taux d'emploi : $(\text{Emploi} / \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$.

Taux de prestataires : $\text{Prestataires} / \text{population de 15 à 64 ans (Recensement 2001)} \times 100$.

RMR : Région métropolitaine de recensement.

ZME : Zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.

Note : Pour des définitions plus détaillées, voir Statistique Canada, *La Population active*. Mensuel. N° 71-001.

Mise en garde méthodologique

Les estimations régionales sur le marché du travail se distinguent à plusieurs égards des données canadiennes et québécoises sur l'emploi et le chômage diffusées mensuellement par *Statistique Canada* et tirées de *l'Enquête sur la population active*.

Les données pour le Québec sont **désaisonnalisées**, ce qui veut dire qu'elles sont corrigées des variations saisonnières afin de rendre les données comparables avec celles de n'importe quel autre mois de n'importe quelle année.

Les estimations régionales sont, quant à elles, des données brutes (**non désaisonnalisées**). Comme les niveaux d'emploi et de chômage varient en fonction de la période de l'année, on ne peut donc comparer les estimations régionales d'un mois qu'avec celles du mois correspondant des années antérieures.

Les estimations régionales se distinguent également des estimations québécoises mensuelles non désaisonnalisées puisqu'elles sont toujours des moyennes de trois mois (**moyennes mobiles**). Ainsi, l'estimation du taux de chômage d'avril pour une région est en réalité une estimation du taux de chômage moyen de cette région pour les mois de février, mars et avril. Statistique Canada réduit ainsi les fluctuations mensuelles des estimations en raison de la faible taille de l'échantillon des régions.

Malgré l'établissement de moyennes mobiles, les estimations régionales demeurent entachées de marges d'erreur élevées à cause de cette faible taille de l'échantillon. Celui-ci, qui était de 9 843 ménages en moyenne entre juillet et décembre 2003 pour l'ensemble du Québec, varie, selon les régions, de 277 ménages à Laval à 1 318 ménages en Montérégie, comme on peut le voir au tableau qui suit.

Une estimation du taux de chômage de 15,4 % pour la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine signifie qu'il y a une probabilité de 67 % que le taux de chômage de cette région se situe entre 14,1 % et 16,7 %. L'intervalle de confiance à 67 % pour cette région est donc dans ce cas-ci de 2,6 points de pourcentage. Une variation du taux de chômage de 1,3 point, à la hausse ou à la baisse ne peut alors être considérée statistiquement significative avec un tel intervalle de confiance. À Montréal, où l'échantillon est plus important, un taux estimé de 11,7 % se situe en réalité entre 11,0 % et 12,4 %, deux fois sur trois.

La marge d'erreur élevée des estimations trimestrielles régionales doit inciter l'utilisateur à interpréter ces estimations avec circonspection.

Intervalles de confiance des estimations régionales du taux de chômage			Intervalle de confiance à 90 %		Intervalle de confiance à 67 %	
Région	Taille de l'échantillon	Taux (%) de chômage moyen ¹	Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	393	15,4	13,3	17,5	14,1	16,7
Bas-Saint-Laurent	344	8,9	7,3	10,5	7,9	9,9
Capitale-Nationale	790	6,4	5,4	7,4	5,8	7,0
Chaudière-Appalaches	987	5,1	4,4	5,8	4,7	5,5
Estrie	848	6,9	5,9	7,9	6,3	7,5
Montérégie	1 318	7,3	6,5	8,1	6,8	7,8
Montréal	1 056	11,7	10,5	12,9	11,0	12,4
Laval	277	8,5	7,0	10,0	7,6	9,4
Lanaudière	346	9,1	7,3	10,9	8,0	10,2
Laurentides	415	7,1	5,5	8,7	6,1	8,1
Outaouais	659	7,5	6,2	8,8	6,7	8,3
Abitibi-Témiscamingue	405	9,7	7,7	11,7	8,5	10,9
Mauricie	754	10,5	8,9	12,1	10,6	11,5
Saguenay—Lac-Saint-Jean	681	11,4	10,1	12,7	10,6	12,2
Côte-Nord et Nord-du-Québec	320	13,0	7,6	18,4	9,8	16,2
Centre-du-Québec	249	8,7	6,9	10,5	7,6	9,8
RMR de Montréal	2 095	9,5	8,8	10,2	9,1	9,9
Ensemble du Québec	9 843	8,9	8,6	9,2	8,7	9,1

Source : *Statistique Canada*.

¹ Selon les moyennes mobiles de trois mois de juillet à décembre 2003.

Faits saillants

Aux États-Unis, malgré le choc provoqué par les ouragans et la rapide hausse des coûts de l'énergie, l'économie se porte plutôt bien. La vigueur de l'économie canadienne particulièrement visible dans l'Ouest canadien, a contribué à la hausse de 0,4 % de l'indice de référence des prix à la consommation² (IPCX). Au Québec, le produit intérieur brut (PIB) réel était en hausse de 3,2 % au troisième trimestre³, malgré une faible hausse des dépenses de consommation de 1,1 %. La progression du PIB au troisième trimestre s'explique par un gain de 7,9 % des dépenses en machines et matériel, mais surtout, par la forte amélioration du solde commercial qui a été responsable de plus de la moitié de l'accroissement du PIB.

En 2005, les statistiques indiquent que le marché du travail québécois demeure en santé malgré un certain ralentissement. Le bilan de l'année 2005 fait état de 35 600 emplois additionnels au Québec, pour un taux de variation annuel de 1,0 %. Ce bilan survient après une période de huit années positives pour les chercheurs d'emploi. Comme seulement 28 300 personnes ont joint les rangs de la population active, la création d'emplois si ralentie soit elle, a été suffisante pour absorber les nouveaux actifs, comme le reflète le taux de chômage qui est passé de 8,5 % à 8,2 %.

Quelques fermetures d'entreprises et la situation toujours fragile dans l'industrie forestière, ont ramené l'emploi du Bas-Saint-Laurent à 90 300 postes, soit 3 500 de moins que l'an dernier. Le bilan du marché du travail a permis au taux de chômage de se fixer sous les 10 % pour une deuxième année consécutive grâce au recul de 4,7 % de la population active. Le taux de chômage régional de l'année 2005 est estimé à 8,5 %, soit le plus faible de son histoire.

L'évolution des prestataires de l'assurance-emploi nous montre que le marché du travail se comporte différemment selon les MRC. En moyenne, en 2005, il y a, au Bas-Saint-Laurent, 14 696 prestataires de l'assurance-emploi, soit 0,2 % de plus que l'an dernier. En effet, la moitié des MRC voient leur nombre de prestataires augmenter. Les hausses les plus significatives s'observent dans La Mitis, Rivière-du-Loup et La Matapédia. La situation dans l'industrie forestière et quelques fermetures d'entreprises et licenciements sont à l'origine de ce constat.

Sur le plan de l'emploi, les femmes ont perdu 1 600 postes, contre 2 000 pour les hommes. Ainsi, le taux de chômage masculin s'est établi à 10,5 % au-dessus du taux de chômage féminin qui lui se fixe à 6,1 %. Le taux de chômage des jeunes — pour l'Enquête sur la population active les personnes âgées entre 15 et 29 ans — demeure évidemment supérieur à celui de l'ensemble de la population active. Il s'établit à 10,7 %.

Le marché du travail maintient ses effectifs dans le *Secteur de la production de biens* (primaire, secondaire et services publics, 29 % des emplois), et ce, malgré les 1 800 emplois de moins dans la *Fabrication*. Le *Secteur des services* (tertiaire, 71 % des emplois) ampute la structure économique de la région de 3 800 postes. La décroissance ayant été beaucoup plus importante au second semestre (-3,4 points) qu'au premier (-1,1 point), laisse à penser que la détérioration de l'emploi pourrait se poursuivre au début de 2006.

² Indice de référence qui exclut les huit composantes les plus volatiles (dont l'essence).

³ Annualisé.

Section 1

Conjoncture

L'économie au Québec et au Canada⁴

Aux États-Unis, malgré le choc provoqué par les ouragans et la rapide hausse des coûts de l'énergie, l'économie se porte plutôt bien. En effet, l'économie américaine a progressé au rythme de 4,7 % au troisième trimestre de 2005⁵, son plus fort gain depuis l'été 2003. Cette croissance était notamment attribuable aux dépenses de consommation qui ont ralenti par la suite. De son côté, la Réserve fédérale américaine a poursuivi son resserrement monétaire en augmentant ses taux en décembre, et les risques inflationnistes sont désormais limités. Par ailleurs, le solde commercial s'est de nouveau détérioré en octobre pour atteindre un autre déficit record.

De son côté, le solde commercial du Canada a reculé de 333 millions en dollars de 1997 en octobre par rapport au mois précédent. Cela suit un troisième trimestre vigoureux pour l'économie canadienne dans son ensemble.

Cette vigueur a contribué à la hausse de 0,4 % de l'indice de référence des prix à la consommation⁶ (IPCX) en novembre par rapport au mois précédent. Cette croissance des prix, particulièrement visible dans l'ouest canadien où l'économie est plus dynamique, a incité la Banque du Canada à hausser de 0,25 point de pourcentage ses taux directeurs en décembre.

Selon Statistique Canada, la productivité des travailleurs canadiens a augmenté de 0,8 % au troisième trimestre, soit la progression la plus forte en près de quatre ans. Cependant, la rémunération a progressé de 1,6 % au cours de la même période, de sorte que les coûts unitaires de main-d'œuvre ont quand même augmenté de 0,7 %.

Au Québec, le produit intérieur brut (PIB) réel était en hausse de 3,2 % au troisième trimestre⁷, malgré une faible hausse des dépenses de consommation de 1,1 %. La progression du PIB au troisième trimestre s'explique par d'un gain de 7,9 % des dépenses en machines et matériel ainsi qu'une augmentation des stocks. Ceci compense le ralentissement de la construction résidentielle. Mais surtout, la forte amélioration du solde commercial pour un deuxième trimestre consécutif a été responsable de plus de la moitié de l'accroissement du PIB.

Ainsi, les exportations internationales de biens du Québec n'ont pas échappé à cette tendance haussière: après une hausse de 1,9 % en septembre, elles ont progressé plus faiblement en octobre, avec un gain de 0,5 %⁸. Cette hausse est le résultat d'une amélioration combinée des livraisons de biens durables (+0,6 %) et des livraisons de biens non durables (+0,4 %). Ainsi, pour les 10 premiers mois de 2005, les exportations ont affiché une croissance de 4,6 %, les deux tiers provenant des biens non durables.

Les ventes au détail au Québec ont aussi connu un gain mensuel de 0,4 % en octobre. L'augmentation cumulée est de 6,5 % après dix mois. Au Canada, pour les mêmes périodes, ce sont des gains respectifs de 0,6 % et de 6,4 % qui ont été enregistrés. De leur côté, les ventes de gros ont progressé de 1,7 % en octobre au Québec, tandis qu'elles augmentaient de 6,4 % au cours des dix derniers mois. Au Canada, des gains respectifs de 2,2 % et 5,7 % ont été observés.

⁴ Cette section a été rédigée par Louis-Philippe Tessier-Parent, économiste au Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH).

⁵ Selon les données révisées du Département du commerce des États-Unis,

⁶ Indice de référence qui exclut les huit composantes les plus volatiles (dont l'essence).

⁷ Annualisé.

⁸ Exprimées en dollars constants

Marché du travail

1.1 Les principaux indicateurs au Québec

Quatrième trimestre 2005

La lecture des indicateurs du marché du travail, en fin d'année 2005, nous fait constater un ralentissement. En effet, l'emploi a connu une progression de 1,0 %, soit l'ajout de 38 500 postes, au quatrième trimestre de 2005 comparativement au même trimestre de 2004, tandis qu'entre 2003 et 2004, la variation annuelle se chiffrait à 56 300. Comparativement aux deux trimestres précédents, c'est une progression de l'emploi qui se renforce, mais qui demeure tout de même ralentie par rapport au bilan que nous faisons en 2004. Dans ce contexte, le taux d'emploi s'est positionné à 60,2 % comparativement à 60,3 % l'an dernier. Pour cette période de l'année, ce taux s'avère être l'un des plus élevés jamais enregistrés au Québec.

Les indicateurs de la population active nous signalent qu'il y a seulement 0,6 % de plus de nouveaux arrivants sur le marché du travail ce trimestre. Il en résulte 15 200 chercheurs d'emploi en moins, ce qui provoque une baisse du taux de chômage qui, de 8,4 % qu'il était l'an dernier, passe à 7,9 % cette année. À 65,4 %, le taux d'activité perd quatre dixièmes de point au quatrième trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004.

L'année 2005

En 2005, les statistiques indiquent que le marché du travail québécois demeure en santé malgré un certain ralentissement. Le bilan de l'année fait état de 35 600 emplois additionnels au Québec, pour un taux de variation annuel de 1,0 %. Ce bilan survient après une période de huit années fastes pour les chercheurs d'emploi.

Avant d'aborder la description des autres indicateurs du marché du travail de l'année 2005, jetons un bref regard sur l'historique de la création d'emplois au Québec dans les années 2000. Rappelons tout d'abord que c'est à partir de 1998 que le marché du travail performe vraiment. Entre 1998 et 2000, la création d'emplois annuelle s'est élevée en moyenne à 79 900 pour ces trois années. Malgré la débâcle des entreprises du secteur des technologies de l'information et les événements du 11 septembre, le marché du travail québécois a continué d'étonner en 2001. L'emploi connaissait alors une hausse de 38 000 nouveaux postes (1,1 %) comparativement à l'année 2000. En 2002, la création d'emplois s'est relevée au point où le résultat représente la meilleure performance

de la décennie. En effet, le marché du travail québécois s'enrichissait de 127 800 nouveaux postes, soit un des meilleurs résultats annuels de son histoire (3,4 %).

En 2003 et 2004, malgré la remontée du dollar canadien, le SRAS de même que les crises du bois d'œuvre et de la vache folle, la création d'emplois a ralenti mais est demeurée positive. En effet, le marché du travail québécois s'est enrichi respectivement de 57 100 et 60 800 nouveaux postes, des résultats annuels tout de même intéressants. **En 2005**, la valeur de la devise canadienne, le gonflement des prix du pétrole et la concurrence de pays émergents ont eu raison de la dynamique du marché du travail québécois et ont ramené la création d'emplois à 35 600 en moyenne pour les douze derniers mois. Ainsi, le Québec compte maintenant 3 721 600 postes, soit 319 400 emplois de plus qu'en 2000. Contrairement à l'an dernier, le taux de variation annuel au Québec (1,0 %) s'est éloigné de celui de l'ensemble du pays (1,4 %). En 2005, la création d'emplois au Québec a compté pour 15,6 % du résultat canadien, ce qui demeure faible comparativement aux 21,4 % de 2004. Ceci a fait passer la part de l'emploi québécois à 23 % des emplois existants au Canada.

En 2005, 28 300 personnes ont joint les rangs de la population active, ce qui est plutôt modeste. Le taux d'activité s'est fixé à 65,6 %, contre 65,9 % un an auparavant, malgré que le nombre de personnes âgées de 15 ans et plus regroupe cette année 71 400 individus de plus dans la population en âge de travailler. La création d'emplois, si ralentie soit-elle, a été suffisante pour absorber les nouveaux actifs comme le reflète le taux de chômage qui est passé de 8,5 % à 8,2 %. Ainsi, la croissance relative de la population active, moins rapide que celle de l'emploi a eu des effets positifs sur le taux de chômage québécois. Pendant ce temps il s'est établi à 6,7 % au Canada, en baisse de cinq dixièmes de point sur 2004.

1.2 Les principaux indicateurs au Bas-Saint-Laurent

Quatrième trimestre 2005

Plusieurs sphères d'activité du Bas-Saint-Laurent sont marquées par des mouvements saisonniers. Le quatrième trimestre de chaque année représente le début de la basse saison, alors que le premier trimestre représente la période la moins active pour les activités économiques et l'emploi. Une variation trimestrielle d'environ 5 500 postes entre les troisième et quatrième trimestres de 2005 nous apparaît inférieure aux observations antérieures, signe de ralentissement de certaines activités. En effet, l'historique des données de l'Enquête sur la population active nous apprend que le repli saisonnier provoque habituellement un ralentissement d'activité de l'ordre de 7 % sur le plan de l'emploi.

Dès le premier trimestre, l'Enquête indique qu'en 2005 le niveau d'emploi généré par l'économie bas-laurentienne n'a pu maintenir la bonne tenue de 2004, année où plusieurs indicateurs du marché du travail avaient atteint des sommets. Au quatrième trimestre, les 90 000 emplois se traduisent par une perte significative de 5 300 emplois, soit un taux de variation de -5,6 % sur l'année 2004, un quatrième trimestre à l'image de l'année.

Tout au long de l'année 2005, les estimations de Statistique Canada ont montré un repli de la population active. Ces estimations à la baisse ont surpassé celles de l'emploi. Au quatrième trimestre, le mouvement de la population a ramené le taux d'activité de 61,6 % à 58,4 % en un an. Toutefois, ce recul moins important que celui de l'emploi, a porté le taux de chômage à 7,4 %. Pour le dernier trimestre, nous considérons que ce taux de chômage demeure relativement bas si on se réfère à ce à quoi l'Enquête sur la population active nous a habitué pour cette période de l'année. Connaissant l'ampleur des marges d'erreur qui peuvent à l'occasion affecter les estimations pour le Bas-Saint-Laurent, nous pensons qu'en réalité il pourrait être plus élevé. Si on excepte les années 2004 et 2005, le taux de chômage le plus bas pour un quatrième trimestre remonte à 1999. Il était alors de 9,8 % et c'était la première fois qu'il passait sous les 10 % pour un quatrième trimestre.

L'année 2005

Avant d'aborder la donnée de 2005, il apparaît intéressant de mettre en contexte les statistiques de l'emploi de l'Enquête sur la population active pour le Bas-Saint-Laurent. Contrairement à l'ensemble du

Québec, l'emploi au Bas-Saint-Laurent évolue en dents-de-scie. L'année 1999, avec 85 900 postes, représente la meilleure année précédant le passage au présent siècle. Au début de la décennie, les années se suivent avec des hauts et des bas. En effet, l'emploi se resserre en 2000 pour descendre à 80 800 postes, puis se rehausse à 87 400 en 2001, pour à nouveau reculer à 82 100 en 2002, la région, plus fragile à la conjoncture économique, étant soumise à des restrictions relativement à l'exploitation de ses ressources, notamment forestières, doit composer avec quelques licenciements et fermetures d'usines.

Les années 2003 et 2004 présentent une bonne séquence qui permet à l'emploi au Bas-Saint-Laurent de franchir, pour la première fois de son histoire, la barrière des 90 000 postes. Nous en déduisons que les efforts de diversification économique ont fini par porter fruits car le marché du travail régional a finalement amené le niveau d'emploi à 87 600 en 2003, récupérant les pertes antérieures, puis à 93 800 en 2005, un nouveau sommet historique. Par rapport à 1999, au net, le marché du travail de la région s'est enrichi de 7 900 nouveaux postes.

L'année 2005 : le marché du travail du Bas-Saint-Laurent connaît quelques hésitations.

Quelques fermetures d'entreprises et la situation toujours fragile dans l'industrie forestière, ont ramené l'emploi au Bas-Saint-Laurent à 90 300 postes, soit 3 500 de moins que l'an dernier. Ce niveau d'emploi demeure tout de même supérieur aux 87 600 observés en 2003. Le bilan du marché du travail a permis au taux de chômage de se fixer sous les 10 % pour une deuxième année consécutive, grâce au recul de 4,7 % de la population active. Au cours des cinq années précédant 2003, le taux de chômage a oscillé entre 10 % et 11 %. Malgré les hésitations de la dernière année, l'économie régionale vit la meilleure séquence de son histoire. Au Québec, au cours des dix dernières années, l'emploi n'a cessé de croître : il s'y est créé plus de 599 400 emplois. Au Bas-Saint-Laurent, le marché du travail évolue en dents-de-scie car l'emploi n'a crû qu'en 1995, 1999, 2001, 2003 et 2004. Malgré ce, un peu plus de 8 700 emplois ont vu le jour pendant cette période et la performance des dernières années a permis un rattrapage des indicateurs du marché du travail de la région comparativement à ceux du Québec.

Principaux indicateurs du marché du travail, Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

	Ensemble du Québec					Bas-Saint-Laurent				
	2005	2004	Var % 05-04	2003	Var % 05-03	2005	2004	Var % 05-04	2003	Var % 05-03
Population 15 ans et plus ('000)	6 182,2	6 110,9	1,2	6 048,7	2,2	166,4	165,9	0,3	165,8	0,4
Population active ('000)	4 055,8	4 027,5	0,7	3 990,9	1,6	98,7	103,5	-4,6	97,5	1,2
Emploi ('000)	3 721,6	3 685,9	1,0	3 625,1	2,7	90,3	93,8	-3,7	87,6	3,1
Chômeurs ('000)	334,2	341,5	-2,1	365,8	-8,6	8,4	9,7	-13,4	9,9	-15,2
Taux d'activité	65,6	65,9		66		59,3	62,4		58,8	
Taux de chômage	8,2	8,5		9,2		8,5	9,4		10,2	
Taux d'emploi	60,2	60,3		59,9		54,3	56,5		52,8	

Source : Enquête sur la population active, Statistique Canada

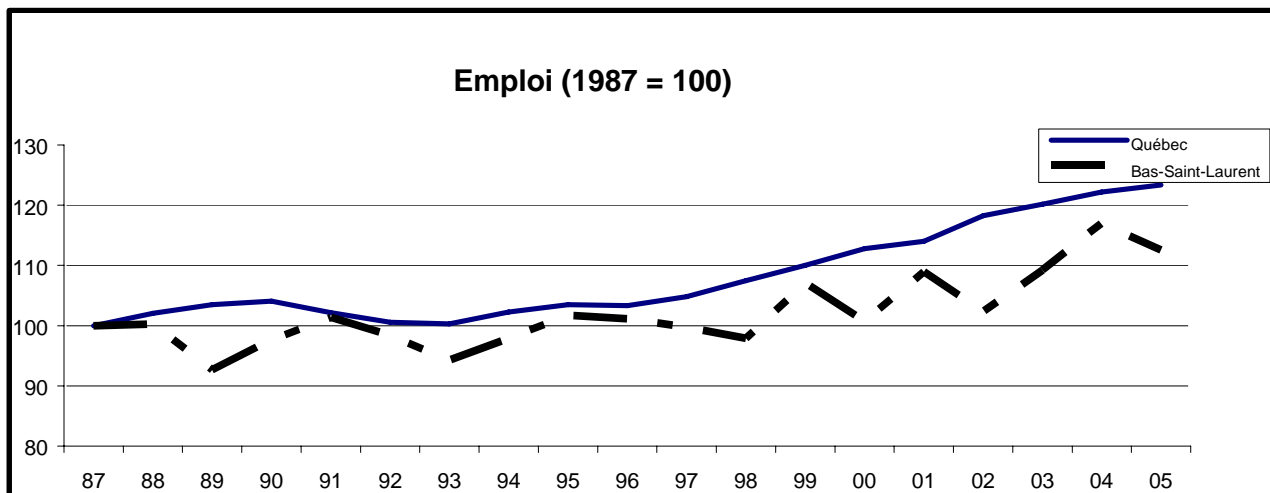
Le taux de chômage régional de l'année 2005 est estimé à 8,5 %, soit le plus faible de son histoire, et ce, malgré un repli de l'emploi. L'explication provient de la décroissance de la population active (-4,8 %) qui a été supérieure à celle de l'emploi (-3,5 %). Le taux de chômage s'est donc positionné sous la barre des 10 % pour une deuxième année consécutive. En 1997, le taux de chômage avait atteint 16,6 %; depuis, il a régressé de telle sorte qu'entre 1999 et 2003, le taux de chômage du Bas-Saint-Laurent a oscillé entre 10 % et 11 %, ce qui reflète, toute proportion gardée, un marché du travail assurément moins fragile qu'auparavant.

Toutefois, il faut garder à l'esprit que, malgré la vitalité économique qui engendre un épisode favorable pour le marché du travail régional, celui-ci recèle certaines fragilités. Une lecture des principales informations qui décrit la situation régionale comparativement à celle du Québec illustre certaines disparités.

En effet, nous constatons que, d'une part, la population de la région représente 2,8 % de celle du Québec et que, d'autre part, l'emploi de la région ne compte que pour 2,5 % de celui de l'ensemble de la province. Nous constatons également que la part des prestataires de l'assurance-emploi de la région s'élève à 5,2 % de ceux de l'ensemble du Québec.

Persistance des disparités régionales. Un regard sur les dernières années nous apprend que le marché du travail du Bas-Saint-Laurent, à l'instar des autres régions ressources, évolue en dents-de-scie. Ce n'est pas qu'il ne se crée pas d'emplois dans la région; au contraire il s'en crée, mais à un rythme moindre et ce, malgré la bonne performance des dernières années.

Évolution de l'emploi 1987-2005, Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec



Au Québec, entre 1987 et 2005, l'indice de création d'emplois a crû de 23 points. Qui plus est, depuis 1993, l'emploi n'a cessé de croître et, depuis lors, se sont additionnés plus de 704 400 emplois. Au Bas-Saint-Laurent, on se retrouve en 2005 avec un bassin d'environ 90 300 emplois, ce qui représente une progression de 13 points de l'indice de création d'emplois. Contrairement au Québec, depuis 1993 l'emploi régional n'a crû qu'en 1994, 1995, 1999, 2001, 2003 et 2004. Ce sont tout de même 14 700 emplois de plus. Les perspectives 2005-2009 montrent une croissance annuelle moyenne de 1,0 % au Bas-Saint-Laurent contre 1,3 % au Québec, ce qui nous fait conclure que la région accuse un déficit sur le plan de la création d'emplois en comparaison de la moyenne provinciale.

1.3 Les marchés du travail locaux : les MRC

Pour décrire les marchés du travail locaux, nous nous référons habituellement aux données du dernier recensement. Celles-ci fournissent l'ensemble des indicateurs du marché du travail. Cependant, comme les informations du recensement datent, elles ne peuvent pas donner un aperçu de l'impact de la conjoncture (évolution annuelle) sur ces espaces sous-régionaux; nous avons recours aux données sur les prestataires de l'assurance-emploi, pour nous fournir une indication de l'évolution annuelle du chômage.

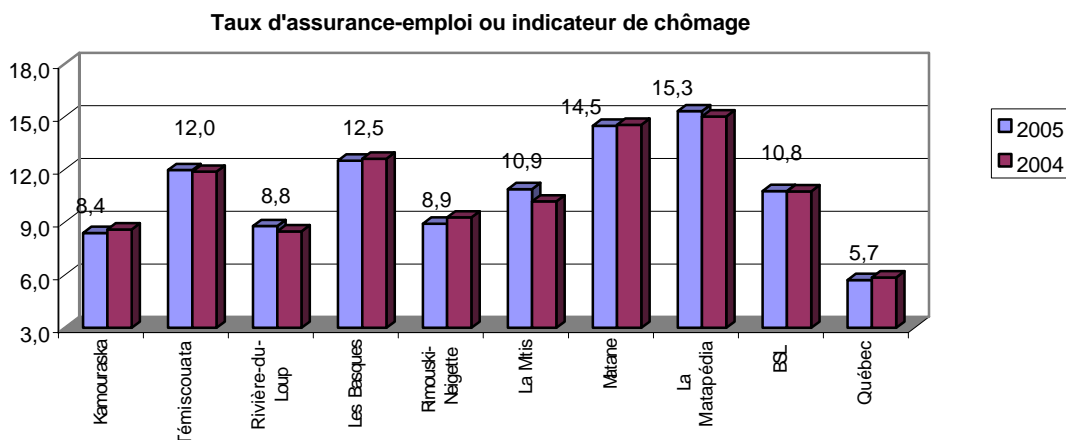
Le taux d'assurance-emploi ou l'indicateur de chômage. L'évolution du nombre de prestataires de l'assurance-emploi et du taux d'assurance-emploi nous montre que la région n'est pas homogène et que le marché du travail se comporte différemment selon les MRC qui la composent. En moyenne, en 2005, il y avait, au Bas-Saint-Laurent, 14 696 prestataires de l'assurance-emploi, soit 0,2 % de plus que l'an dernier.

Prestataires de l'assurance-emploi - moyennes annuelles

	Kamouraska	Témiscouata	Rivière-du-Loup	Les Basques	Rimouski-Neigette	La Mitis	Matane	La Matapédia	BSL	QUÉBEC
Nombre (2005)	1 251	1 801	1 912	801	3 287	1 390	2 245	2 011	14 696	285 032
Taux	8,4	12,0	8,8	12,5	8,9	10,9	14,5	15,3	10,8	5,7
Nombre (2004)	1 281	1 787	1 845	808	3 416	1 300	2 255	1 972	14 664	292 595
Taux	8,6	11,9	8,5	12,6	9,3	10,2	14,5	15,0	10,8	5,9
Var. (%) 2004-2005	-2,3	0,8	3,6	-0,9	-3,8	6,9	-0,4	2,0	0,2	-2,6

Malgré que la moitié des MRC voient leur nombre de prestataires augmenter, l'autre moitié, celles de Rimouski-Neigette, Kamouraska, Les Basques et Matane, enregistre une régression. Les hausses les plus significatives s'observent dans La Mitis, Rivière-du-Loup et La Matapédia. La situation dans l'industrie forestière et quelques fermetures d'entreprises et licenciements sont à l'origine de cette situation.

En mettant en relation le nombre de prestataires de l'assurance-emploi et la population en âge de travailler, soit les 15-64 ans, nous obtenons un indicateur de chômage, à ne pas confondre avec le taux de chômage officiel de Statistique Canada. Cet indicateur, appelé taux d'assurance-emploi, est de 10,8 % au Bas-Saint-Laurent contre 5,7 % au Québec.



Les MRC rurales, où l'on retrouve le plus d'activités liées aux ressources naturelles dont la foresterie, sont confrontées à un niveau de chômage plus important. En effet, le taux d'assurance-emploi est plus élevé dans La Matapédia (15,3 %), Matane (14,5 %), Les Basques (12,5 %) et Témiscouata (12,0 %). Cette dernière MRC enregistrait dans le passé un taux plus élevé. En 2004, est survenue une importante diminution des prestataires, ce qui a permis au taux de se rapprocher de la moyenne régionale. Avec l'effervescence des activités reliées à l'énergie éolienne, la situation devrait s'améliorer dans la MRC de Matane.

Les MRC urbaines, soit celles de Rimouski-Neigette et de Rivière-du-Loup, présentent un niveau de chômage inférieur à la moyenne régionale. Le taux d'assurance-emploi s'y établit respectivement à 8,8 % et 8,9 %. La MRC de Kamouraska, un territoire fortement tributaire de l'entreprise majeure qu'est Bombardier, se présente avec le meilleur taux de la région, soit 8,4 %. Des inquiétudes y persisteront cependant, tant et aussi longtemps qu'un ralentissement des activités de l'entreprise sera à craindre.

Il est à souligner que les deux MRC le plus à l'ouest de la région présentent un marché du travail plus performant, de telle sorte qu'elles obtiennent les indicateurs de chômage les plus bas du Bas-Saint-Laurent. Cette position avait déjà été occupée par la MRC de Rimouski-Neigette, il y a quelques années. Dans La Mitis, c'est surtout l'exode de la population, probablement en quête d'un emploi, qui maintient l'indicateur de chômage à un niveau plus bas (10,9 %) que ce à quoi nous aurions pu nous attendre.

L'ensemble des problématiques du marché du travail se vit avec une acuité différente dans les MRC de la région. Par exemple, si le chômage d'une MRC est plus élevé que celui de l'ensemble de la région, les jeunes en subiront davantage les conséquences. Il en ira de même pour d'autres groupes de la population moins scolarisés ou moins bien préparés à percer le marché du travail et, dans leur cas, la situation sera d'autant plus alarmante. Au niveau de l'activité économique, la concentration des secteurs dits saisonniers sur un territoire y influence forcément l'indicateur de chômage en lien avec ces domaines d'activité. Ces éléments nous rappellent l'existence de **disparités économiques persistantes entre les MRC** du Bas-Saint-Laurent.

Une étude plus approfondie de la dépendance de la population aux régimes du soutien du revenu et de la présence de secteurs performants et/ou vulnérables qui influencent la répartition de l'emploi dans les MRC peut permettre d'illustrer ces disparités. Ainsi, nous utilisons la part relative de la population, de l'emploi et des prestataires, de l'assurance-emploi comme de l'assistance-emploi, à travers les MRC du Bas-Saint-Laurent à titre d'indicateurs de disparité.

Répartition territoriale de certains indicateurs

	Kamouraska	Témiscouata	Rivière-du-Loup	Les Basques	Rimouski-Neigette	La Mitis	Matane	La Matapédia	BSL
Population (%)	11,2	11,2	15,9	4,9	26,1	9,6	11,2	9,9	100
Emploi (%)	11,6	10,2	17,7	4,2	29,3	8,5	10,4	8,3	100
Assurance-emploi (%)	8,5	12,3	13,0	5,5	22,4	9,5	15,3	13,7	100
Assistance-emploi (%)	9,0	11,0	12,7	5,2	22,7	13,6	14,5	11,2	100

En comparant la part relative des indicateurs apparaissant au tableau précédent, une différence notable apparaît. Certaines MRC comptent proportionnellement plus d'emplois que leur population; règle générale, celles-ci se retrouvent avec moins de personnes qui recourent aux prestations de l'État, que ce soit celles de l'assurance-emploi ou de l'assistance-emploi. Les MRC de Rimouski-Neigette, de Rivière-du-Loup et du Kamouraska illustrent parfaitement cette situation.

Les autres MRC de la région se retrouvent dans un contexte où l'emploi demeure sous-représenté par rapport à la population de leur territoire. Les plus grands écarts touchent La Matapédia, La Mitis et le Témiscouata. Dans quatre sur cinq MRC, la présence importante de prestataires de l'assurance-emploi se remarque, notamment dans La Matapédia et Matane. Dans La Mitis, c'est la présence importante de prestataires de l'assistance-emploi qui est à noter; dans une moindre mesure, on retrouve le même phénomène dans Matane et La Matapédia.

Ce qui est remarquable dans le cas de La Mitis, c'est que le manque d'emplois se traduit uniquement par une présence proportionnellement plus élevée de la clientèle de l'assistance-emploi et non pas de celle de l'assurance-emploi comme dans les autres MRC. Notons que la situation dans Les Basques et La Mitis est pondérée par un taux d'émigration particulièrement élevé. Soulève aussi notre attention, le fait que dans le Témiscouata le sous-emploi se traduit essentiellement par la présence plus marquée de prestataires de l'assurance-emploi tandis que la clientèle de l'assistance-emploi y est représentée proportionnellement moins que la population.

1.4 Les autres régions du Québec

En nombre, ou si on veut en termes absolus, la création d'emplois s'est concentrée dans les grands centres en 2005. Naturellement, la région de Montréal, à cause de sa taille, a connu à elle seule une création de 11 500 emplois, devancée toutefois par la Capitale-Nationale avec 14 200 postes. L'Outaouais suit avec l'addition de 7 900 personnes occupées de plus que l'an dernier. Toutefois, six régions ont subi des pertes d'emplois. Arrivent en tête la Montérégie (-6 100), les Laurentides (-4 000) et le Bas-Saint-Laurent (-3 500). Malgré cela, à

cause du ralentissement de la croissance de la population active, seulement deux régions voient leur taux de chômage se rehausser entre 2004 et 2005. Il s'agit des Laurentides et de Montréal avec des hausses respectives de 0,7 et 0,4 point de pourcentage, ce qui est bien peu.

De plus en plus de régions affichent un taux de chômage sous les 10 %. En 2005, treize d'entre elles ont maintenu un taux de chômage sous ce seuil, dont le Bas-Saint-Laurent (8,5 %) et la Côte-Nord-et-Nord-du-Québec (8,2 %) parmi les régions ressources. Pour une deuxième année, la Capitale-Nationale (5,8 %) devance Chaudières-Appalaches qui habituellement volait la vedette; cette dernière affiche un taux de chômage de 6,4 %, précédée des Laurentides avec 6,2 %. Notre championne glisse donc au troisième rang en 2005. Suivent l'Estrie (6,6 %), la Montérégie (6,9 %) et l'Outaouais (6,9 %). Quatre régions se prévalent de taux de chômage entre 7 % et 9 %. Ce sont Laval, les Laurentides, la Côte-Nord-et-Nord-du-Québec et le Centre-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue et la Mauricie.

La région de Montréal (10,7 %) accompagne deux régions ressources qui gardent le haut du pavé pour le taux de chômage. La Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, demeure quant à elle, aux prises avec le taux de chômage le plus élevé au Québec, soit 17,8 %. Dans le groupe des régions à taux de chômage élevé, on retrouve également le Saguenay-Lac-Saint-Jean (10,7 %). Malgré que son marché du travail ait évolué à l'inverse de la tendance provinciale, pour une deuxième année consécutive, le Bas-Saint-Laurent obtient un taux de chômage sous les 10 %. Par contre, il est devancé par la Côte-Nord-et-Nord-du-Québec pour le meilleur taux de chômage des régions ressources, titre qu'il avait détenu pendant cinq années consécutives.

1.5 La situation selon l'âge et le sexe

Le portrait des principaux indicateurs du marché du travail que nous venons de faire pour l'ensemble de la population du Québec et du Bas-Saint-Laurent se présente différemment selon les groupes de personnes qui la

composent. En 2005, les indicateurs du marché du travail, pour le Québec, montrent une situation assez semblable entre les **hommes** et les **femmes**, cela, en considération des nouveaux emplois qu'ils et elles ont occupés. En effet, des 35 700 nouveaux postes, les femmes en ont obtenu 18 600 et les hommes 17 100. En termes relatifs, cela donne une croissance de l'emploi de 0,9 % pour ceux-là contre 1,1 % pour celles-ci. Le taux de chômage des deux groupes s'est établi respectivement à 8,9 % pour les hommes et à 7,5 % pour les femmes.

À souligner l'écart structurel entre les taux d'activité masculin et féminin : 71,5 % pour les hommes et 59,9 % pour les femmes. Le fait qu'il ait diminué de 0,4 point pour les hommes et de 0,2 point pour les femmes s'inscrit dans la tendance de long terme qui est au rétrécissement de l'écart entre la participation des femmes et des hommes dans l'activité économique et sur le marché du travail. L'écart à combler demeure tout de même de 11,6 points. L'an dernier il était de 11,8 points et de 12,9 deux ans auparavant.

Dans le Bas-Saint-Laurent, rappelons que les données de 2005 montrent un recul du marché du travail ce qui est à l'inverse de la tendance québécoise. Donc, sur le plan de l'emploi, les femmes ont perdu 1 600 postes, contre 2 000 pour les hommes. Le résultat se traduit par un taux de variation de 3,6 % pour les femmes et de 4,0 % pour les hommes. De surcroît, chez les travailleuses comme chez les travailleurs, on remarque que la majorité des postes perdus étaient à temps plein.

En ce qui a trait au taux de chômage, nous savons d'expérience que celui des hommes est habituellement plus élevé que celui des femmes; c'est encore le cas en 2005. Ainsi, le taux de chômage masculin s'est établi à 10,5 %, supérieur au taux de chômage féminin qui lui s'est fixé à 6,1 %. Comparativement à 2004, le taux de chômage a diminué dans les deux cas en raison du mouvement de la population active. Une baisse du taux de chômage accompagnée de pertes d'emplois semble contradictoire mais s'explique par la variation du taux d'activité. Il faut souligner que les taux d'activité de la région demeurent faibles en comparaison des taux provinciaux : ils s'établissent à 66,0 % chez les hommes du Bas-Saint-Laurent comparativement à 71,5 % pour ceux de l'ensemble du Québec. Pour les femmes, le taux régional d'activité est de 53,1 % contre 59,9 % pour celles de l'ensemble de la province.

Au Québec, en 2005, les **jeunes** n'ont pas participé à la bonne marche du marché du travail car l'emploi a stagné pour ce groupe d'âge alors que les travailleurs plus âgés se sont accaparés l'ensemble des nouveaux emplois, soit 36 700. Le taux de croissance des emplois destinés aux jeunes fut négatif (-0,1 %), contre 1,3 % pour le reste de la population active. Le résultat de 2005 fait ombre au parcours des quatre dernières années alors

que les jeunes avaient profité des largesses de la création d'emplois au Québec. Le contexte du Bas-Saint-Laurent se présente tout à leur avantage car le marché du travail leur a procuré près d'un millier d'emplois supplémentaires alors que leurs confrères plus âgés ont vu 4 500 postes leur glisser entre leurs mains.

Au Québec, comme dans le Bas-Saint-Laurent, le taux de chômage des jeunes — pour l'Enquête sur la population active, les personnes âgées entre 15 et 29 ans — demeure évidemment supérieur à celui de l'ensemble de la population active. Quelques chiffres pour illustrer la situation relative au taux de chômage des jeunes du Bas-Saint-Laurent et à celui des jeunes de l'ensemble du Québec : il est respectivement de 10,7 % et de 11,4 %. Si on le compare au taux des autres travailleurs qui est de 7,8 % dans la région et de 7,1 % dans la province on remarque que l'écart qui sépare le taux de chômage des jeunes de celui de l'ensemble de la population est plus petit au Bas-Saint-Laurent. C'est la deuxième année que nous faisons un tel constat.

À souligner que la situation des jeunes a déjà été plus problématique et que leur taux de chômage a déjà dépassé les 20 % dans la région. En fouillant un peu plus les chiffres, on se rend compte que leur participation au marché du travail ne progresse plus. Compte tenu de ces statistiques, on peut dire que leur situation s'est réellement appréciée en raison de la tenue du marché du travail mais aussi de la démographie.

1.6 L'emploi sectoriel

Pour évaluer le comportement des secteurs économiques, le tableau 4 de la section II A présente les moyennes annuelles de 2005 selon seize secteurs d'activité pour le Québec et le Bas-Saint-Laurent. Dans la région, certaines catégories comportent peu d'emplois. Lorsque c'est le cas, il est important de garder à l'esprit que les marges d'erreurs s'accroissent inversement à la taille du secteur. Le tableau 6 fournit des informations additionnelles pour une quarantaine d'activités sectorielles au Québec.

1.6.1 Le Québec

Statistique Canada montre que le marché du travail québécois s'en est plutôt bien tiré avec 35 700 emplois supplémentaires en 2005, soit une hausse de 1,0 %. Dans ce contexte favorable, le taux d'emploi s'est établi à 60,2 %. Le grand secteur de la production de biens, incluant le primaire, les services publics, la construction et la fabrication, soit 25 % des emplois, gagne quelque 14 600 emplois entre 2004 et 2005. Pour sa part, l'avancée du marché du travail dans le secteur des services, 75 % du marché du travail, a permis d'ajouter 21 000 nouveaux emplois. Il faut rappeler que le marché du travail québécois a connu quatre baisses consécutives en début d'année pour se reprendre par la suite. Ce qui explique une variation de l'emploi plus faible que celle de l'année précédente.

Dans l'ensemble des activités du primaire, à peine 3 % de l'emploi selon l'Enquête sur la population active, dominé sur le plan de l'emploi par l'agriculture, la tendance a été positive dans tous les domaines à l'exception de la *Foresterie et exploitation forestière*. C'est du moins ce que nous démontrent les tableaux 4 et 6 de la section II A. Pour les services publics, l'estimé donne, en 2005, un nombre de postes pratiquement équivalent à celui de l'an dernier. Ce secteur inclut les activités d'Hydro-Québec.

Selon la *Revue de l'activité dans l'industrie de la construction du 3^e trimestre 2005*, une publication de la CCQ (Commission de la construction du Québec), la construction a connu, en 2005, un regain marqué et ce, pour les neuf premiers mois de l'année. En effet, l'organisme indique que la construction a enregistré près de 90,5 millions d'heures travaillées, une croissance de 3 % par rapport à 2004. Ainsi, les 126 253 salariés actifs sur les chantiers de l'industrie sont 5 % plus nombreux qu'en 2004. Par contre, les chiffres de l'Enquête sur la population active montrent une situation très dynamique car, entre les deux dernières années, l'emploi ne se serait relevé que de 8 %. Selon cette source, cette industrie compte pour un peu plus de 4,8 % de l'emploi québécois. Si le secteur industriel connaît une période creuse, tous les autres secteurs ont maintenu leur vitalité depuis le début de l'année.

Les industries manufacturières, touchées par des exportations moins volumineuses, n'ont pu maintenir la quantité de travail nécessaire à la fabrication des divers produits manufacturés au Québec. Au total, les divers domaines de la fabrication comptaient 617 200 postes en 2005, 1,9 % de moins qu'en 2004. Cela représente 12 100 manufacturiers en moins. Les maillons faibles en ont été principalement des secteurs de plus en plus concurrencés par l'émergence de nouveaux pays producteurs; il s'agit de la *Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac*, de la *Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues* et de la

Fabrication de produits en bois. Dans ce dernier cas, d'autres facteurs entrent en jeu comme la raréfaction de la ressource et les relations commerciales canado-américaines. On observe quelques faiblesses dans quelques autres domaines, par exemple, l'*Impression et activités connexes de soutien*, la *Fabrication de produits chimiques*, la *Fabrication de machines* et la *Fabrication de matériel de transport*.

La *Fabrication du papier*, la *Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique*, la *Première transformation des métaux*, la *Fabrication de produits métalliques* et la *Fabrication de produits informatiques et électroniques* constituent les principales industries créatrices d'emploi. Dans son ensemble, le secteur manufacturier regroupe 16,6 % du total de l'emploi.

Le tertiaire, qui regroupe, lui, plus de 75 % de l'emploi, est responsable de l'addition d'environ 21 500 emplois entre 2004 et 2005, compensant ainsi pour la piètre performance de certaines activités de fabrication. Ainsi, le processus de tertiairisation de l'économie s'est poursuivi au cours de la dernière année. Il y a, bien entendu, quelques services qui évoluent à contre-courant, à savoir, ceux des *Transports, entreposage, des Autres services incluant les services de réparations* et les *Administrations publiques*. Les domaines liés à la consommation et aux dépenses des ménages, soit le *Commerce, l'Hébergement et services de restauration* et l'*Information, culture et loisirs* donnent le ton en 2005. Les *Finance, assurances, immobilier et location*, les *Services professionnels, scientifiques et techniques* et les *Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et Autres services de soutien* procurent également plus d'emplois en 2005.

1.6.2 Le Bas-Saint-Laurent

Au Bas-Saint-Laurent, la progression de l'emploi des années 1999, 2001, 2003 et 2004, représente l'une des meilleures séquences de l'histoire de la région. Elle a été entrecoupée de pauses en 2000 et 2002 et a subi un ralentissement en 2005. Ces années-là, la région a écopé des soubresauts de certaines activités économiques ralenties par les conjonctures nationale et nord-américaine, ce qui ne lui a pas permis de profiter de l'avancée du marché du travail québécois. Rappelons également qu'il faut tenir compte des fortes variations de la population active, engendrées par les estimations de l'Enquête sur la population active, pour interpréter les chiffres de Statistique Canada.

En 2005, l'économie et le marché du travail du Bas-Saint-Laurent ont évolué à contre-courant de la plupart des autres régions du Québec. Le nombre d'emplois moyen y a été estimé à 90 300, ce qui signifie une perte de 3 500 personnes occupées, comparativement à 2004. Contrairement à l'an dernier également, la région est celle qui a subi la plus forte décroissance de l'emploi en termes relatifs, soit une diminution de 3,7 %. Tant l'emploi à temps plein (-2 100) que l'emploi à temps partiel (-1 400) ont montré des signes de faiblesse. La décroissance a été beaucoup plus importante au second semestre (-3,4 points) qu'au premier (-1,1 point), ce qui donne à penser que la détérioration de l'emploi pourrait se poursuivre au début de 2006. Même si le marché du travail connaît quelques hésitations, il demeure relativement vigoureux. Dans ce contexte, le grand *Secteur de la production de biens* (primaire, secondaire et services publics : 29 % des emplois) maintient ses effectifs malgré les 1 800 emplois de moins dans la *Fabrication*, alors que le *Secteur des services* (tertiaire : 71 % des emplois) ampute la structure économique de la région de 3 800 postes.

Au Bas-Saint-Laurent, l'information sectorielle fournie par Statistique Canada étant moins fiable et même absente pour quelques activités, nous devons nous rabattre sur d'autres sources d'information pour décrire les secteurs d'activité économique et montrer leur évolution. Nous pensons, entre autres, aux événements qui sont survenus pendant la dernière année ainsi qu'aux statistiques des relevés d'entreprises.

Le secteur primaire comprend environ 9 % alors de l'emploi régional qu'il en englobait plus de 12 % au début des années 1990. Il occupe donc une place prépondérante dans l'économie régionale, comparativement à l'ensemble du Québec où il ne regroupe que 3 % de l'emploi. L'agriculture et la forêt demeurent les activités principales. La diversification caractérise le premier groupe (production ovine, porcine, maraîchère, acéricole, petits fruits, etc.) alors que les changements technologiques, la diminution des droits de coupe, les droits compensateurs imposés par les Américains et la raréfaction de la ressource ont produit des effets sur le second. À noter la présence d'un important producteur de tourbe, Premier Tech, qui mène d'importants projets de recherche. La pêche, quant à elle, occupe environ 200 personnes dans la région.

Pour les activités du secteur **primaire**, Statistique Canada souligne une certaine stabilité de l'emploi. Le secteur de l'**agriculture** compte quelque 2 240 entreprises de production animale au Bas-Saint-Laurent. Environ 910 d'entre elles sont des fermes laitières et 585 d'élevage bovins, 83 d'élevage porcins et 216 d'élevage ovin. Une dizaine d'autres spécialités complètent le tableau. L'épisode de la vache folle, qui a fait chuter le prix pour la vache de réforme, et l'embargo sur l'importation du bœuf canadien ont touché le secteur

agricole bas-laurentien en 2004, lequel s'en relève depuis. Environ 800 unités de production végétales ou de fermes déclarant de telles productions, dont l'acériculture, la culture de la pomme de terre, celle des petits fruits, maraîchère, la production horticole et celle des arbres de Noël complètent le paysage agricole du Bas-Saint-Laurent.

Le niveau d'emploi dans les *Autres branches du primaire* est estimé à 4 100 personnes par Statistique Canada. La principale activité de ce groupe demeure la forêt. Depuis la réduction des droits de coupe et les tarifs imposés par les Américains, plusieurs industriels ont réduit leur récolte **forestière** et les travaux d'aménagement habituellement requis en ont subi les conséquences. L'industrie forestière du Bas-Saint-Laurent sera sans contredit marquée, au cours des prochaines années, par les retombées des recommandations de la Commission Coulombe. Celle-ci indique clairement que la forêt québécoise est surexploitée. Des diminutions de droits de coupes de l'ordre de 20 % pourraient en être conséquentes.

L'Enquête sur la population active ne donne pas d'estimation pour les **services publics**. Toutefois, l'actualité économique recèle de grands projets pour le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie. Le gouvernement du Québec et Hydro-Québec ont annoncé l'érection, d'ici 2012, de huit parcs éoliens et la construction de deux usines de fabrication de composantes d'éoliennes, l'une à Gaspé et l'autre à Matane. Pour la MRC de Matane, il s'agit de trois parcs éoliens (250 emplois pendant la construction), d'une usine de fabrication de tours, d'une usine d'enveloppes de nacelles et une d'assemblage des nacelles ce qui pourrait créer environ 200 emplois. Dans la foulée de cette annonce, d'autres initiatives prennent forme. En effet, la compagnie SkyPower annonce un investissement de 300 M\$ pour ériger un parc éolien d'entre 130 et 200 éoliennes dans la région de Rivière-du-Loup.

D'autres nouvelles dans le développement éolien se sont ajoutées. En effet, Hydro-Québec, recevra, jusqu'au 17 avril 2007, des soumissions pour la fourniture d'énergie éolienne. Cet appel d'offres est relatif à l'achat de 2 000 MW d'énergie d'origine éolienne, produite à partir de parcs éoliens situés au Québec. La durée des contrats variera entre 15 et 25 ans. Si les régions de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent ont été avantagées à ce jour, quel sera l'impact de cette politique énergétique dans l'avenir?

Dans la **construction**, Statistique Canada signale une hausse du nombre de personnes occupées dans l'industrie. Les statistiques de la CCQ révèlent qu'en 2005, pour les neuf premiers mois de l'année, le nombre de salariés actifs domiciliés dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie sont 1 % plus nombreux qu'en 2004. Toutefois, les heures travaillées sur les chantiers de la région totalisent une variation de 14 %. Une baisse de 30 % du secteur industriel fait ombrage au tableau, mais celui-ci est relancé au cours du troisième trimestre. Par contre, les domaines du génie civil, de la voirie et du résidentiel ont poursuivi leur avancée de l'an dernier. D'importants travaux liés à l'éolien devraient maintenir l'activité pour les travailleurs de la construction de l'Est du Québec.

Un projet majeur pourrait se matérialiser et créer de nombreux emplois. Trans-Canada Corporation et Pétro-Canada projettent la construction d'une usine de gaz naturel liquéfié à Gros-Cacouna. Le coût du projet est évalué à 1 G\$. Ce gigantesque projet devrait créer entre 500 et 1 000 emplois durant la phase de construction et générer par la suite entre 30 et 50 emplois permanents pour l'exploitation de l'usine. Toutefois, plusieurs incertitudes entourent ce projet qui devra, entre autres, respecter les exigences environnementales.

Chantiers importants – 3^e trimestre 2005, Bas-Saint-Laurent et Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

Site	Type de construction	Valeur (M\$)
Baie-des-Sables	Égouts et aqueduc	6,0
Cap-Chat	Usine – Alfa Quartz C.A.	18,0
Cap-Chat	Usine Damaboïs	6,0
Dégelis	Decacer – usine de transformation de produits d'érable	7,9
Gaspé	Usine – LM Glasfiber	30,0
Matane	Amélioration de système d'approvisionnement en eau	11,0
Matane	Usines Marmen	25,0
Matane	Agrandissement de site d'enfouissement	7,0
Mont-Joli	Centre mitissien de santé et de services communautaires	16,7
Rimouski	Salle spectacle	13,4
Rimouski	Garage municipal	7,2
Rimouski	Magasin – Ameublements Tanguay inc.	9,0
Rimouski	Rénovation – Conservatoire de musique	5,1
Rivière-du-Loup	Domaine La Fontaine	6,0
Rivière-du-Loup	Site d'enfouissement	7,4
Rivière-du-Loup/Dégelis	Réfection de route 185	108,0
Saint-Alexandre	Modernisation d'usine – Aliments Asta inc.	6,3
Sainte-Anne-des-Monts/Mont-Albert	Station touristique « Chic-Chocs »	62,0
Sainte-Flavie	Rénovation d'Institut Maurice-Lamontagne	5,0
Saint-Modeste	Assainissement des eaux	5,2

Le secteur **manufacturier**, ou secteur de la **fabrication** selon l'appellation du SCIAN (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord), regroupait 14,3 % de l'emploi régional en 2005 selon l'Enquête sur la population active. Environ 500 entreprises composent l'ensemble de l'industrie manufacturière. Les industries des aliments, du bois et des pâtes et papier en sont les éléments moteurs. Les équipements de transport, la première transformation des métaux et les produits métalliques sont des secteurs où l'on retrouve des entreprises plutôt dynamiques. Ce groupe, associé à celui de la métallurgie et de la soudure, revendique la seconde place du manufacturier, derrière le bois, et le dépassera vraisemblablement. Un relevé du ministère

de l'Industrie et du Commerce⁹ indique la présence de 90 entreprises exportatrices dans la région, lesquelles donneraient du travail à près de 4 000 personnes.

Les quelque 12 900 emplois qu'on y retrouve marquent une décroissance d'environ 1 800 postes sur 2004. Outre la faiblesse dans le secteur du bois d'œuvre, industrie concentrée dans quelques MRC, des événements ont marqué le manufacturier régional. Tout au cours

⁹ Devenu le MDEIE (ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation)

de 2005, l'emploi dans le secteur de la fabrication est celui qui a le plus écopé de la conjoncture internationale. L'industrie du bois est aux prises avec une crise profonde causée par divers facteurs, ce qui a entraîné la perte de plusieurs centaines d'emplois, dont plus de 200 à l'usine Uniboard Canada de Sayabec seulement. L'emploi a aussi fléchi dans l'industrie du matériel de transport (Bombardier à La Pocatière), la fabrication de matériel électrique (Philips Fitel à Rimouski) ainsi que dans les industries du textile et du vêtement.

L'industrie **agroalimentaire** bas-laurentienne se démarque par une croissance continue. Voici quelques exemples. Decacer de Saint-Antoine-de-Tilly investira près de 8 M\$ à Dégelis dans le Témiscouata pour l'implantation d'une usine de fabrication de sucre granulé et de flocons d'érable à partir du sirop d'érable. L'usine créera une quarantaine d'emplois. Le Bas-Saint-Laurent est la deuxième région acéricole au Québec avec 6,5 millions d'entailles. Pour sa part, l'Union des producteurs agricoles du Bas-Saint-Laurent a confirmé la construction d'une usine de transformation des viandes (agneau et bouvillon), un investissement de 3,5 M\$. L'usine créera une cinquantaine d'emplois. Finalement, Groupe CNP de Rivière-du-Loup investit 3 M\$ pour doubler sa superficie de production, ce qui entraînera l'ajout d'une trentaine d'emplois aux 140 que compte déjà l'entreprise. D'autres projets pourraient voir le jour en 2006.

L'abolition des quotas sur l'importation du **textile**, provenant notamment des pays asiatiques dont la Chine, a contraint des entreprises à des mises à pied. Calko Canada a réduit son personnel de 140 employés à une centaine et Qualité Élastique fait face à une baisse de production qui fait passer son nombre d'employés de 126 à 79 en plus de transférer la moitié de sa production en République Dominicaine, provoquant la mise à pied de 34 autres personnes.

Bien que le secteur du sciage vive des problématiques importantes, l'Observatoire de la foresterie du Bas-Saint-Laurent estime que la **fabrication de produits en bois** montre des signes positifs en raison de l'émergence de la seconde transformation. En effet, le nombre de travailleurs dans les usines du Bas-Saint-Laurent serait passé de 4 000 environ en 1994 à plus de 5 000 en 2003.

Les droits compensateurs sur la valeur du bois d'oeuvre canadien exporté aux États-Unis auraient touché plus de 600 postes au Bas-Saint-Laurent selon le Conseil de l'industrie forestière du Québec. Présentement, trois facteurs influencent l'industrie du sciage. D'une part, la diminution de ces droits et le soutien financier public devraient jouer en faveur du secteur. D'autre part, la hausse du dollar canadien et

de probables restrictions des droits de coupe (20 %) suite aux recommandations de la Commission Coulombe ne favoriseront guère les industriels dans ce domaine d'activité.

C'est dans ce contexte que Uniboard de Sayabec a confirmé la fermeture permanente d'une partie de sa production, entraînant ainsi la perte de 214 emplois. La concurrence de la Chine et la montée du dollar canadien sont invoquées comme justificatifs de cette décision. Cette réduction de production chez Uniboard et la fermeture récente de la cartonnerie Smurfit-Stone de New-Richmond auront des impacts importants dans les usines de sciage de la région. Ces entreprises achetaient des copeaux et des résidus de sciage de plusieurs usines de sciage de la région.

Sans pour autant compenser les problèmes du secteur du bois d'oeuvre, un autre investissement marque le secteur au niveau des deuxième et troisième transformations. Le groupe Bois BSL de Mont-Joli prévoit démarrer bientôt les travaux de construction d'une usine de fabrication de bûches de bois énergétiques à Mont-Joli, au coût d'environ 2,5 M\$, ce qui permettra la création de 20 emplois.

Dans la **fabrication de produits en plastique et en caoutchouc**, Composites VCI de Mirabel investit 1 M\$ pour l'implantation d'une usine de fabrication de coquilles de nacelles d'éoliennes à Matane. La production est prévue pour 2006 et l'usine emploiera une trentaine de personnes.

La **fabrication de produits métalliques** s'impose de plus en plus dans la région et en Gaspésie avec la fabrication de tours destinées aux projets éoliens. Marmen de Trois-Rivières construit deux usines à Matane, ce qui devrait créer au total 165 emplois. L'une des usines servira à la fabrication des tours alors que l'assemblage des nacelles se fera dans la deuxième usine.

La fin prévisible de contrats de la Division transport de Bombardier est à l'origine de l'annonce de licenciements de travailleurs pour les prochaines années dans ses usines du Québec. Advenant l'absence de nouvelles commandes, environ 300 personnes de l'usine de La Pocatière pourraient être touchées. Sans autres projets, la **fabrication de matériel de transport** sera délestée de 250 à 300 emplois sous peu. Lorsque le dernier contrat sera complété en 2007, l'usine pocatoise pourrait mettre au chômage l'ensemble de son personnel.

Miralis de Saint-Anaclet-de-Lessard, spécialisée dans la **fabrication de meubles** (armoires de cuisine haut de gamme), a réalisé des travaux d'agrandissement de son usine au coût d'environ 3 M\$. Les travaux permettront la création de 50 emplois sur une période de 3 ans.

Le secteur tertiaire est fort présent dans l'économie du Bas-Saint-Laurent. Selon l'Enquête sur la population active, plus de 71,1 % des emplois s'y retrouvent.

Les activités **tertiaires liées à la production** ou services productifs regroupent environ 15 % des emplois du Bas-Saint-Laurent. Un millier de ceux-ci se seraient ajoutés entre 2004 et 2005 dans les secteurs du *Transport et entreposage, Finance, assurances, immobilier et location, des Services professionnels scientifiques et techniques* et des *Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et Autres services de soutien*. Statistique Canada ne fournit pas d'estimation pour ce dernier groupe. Le premier est fortement tributaire des entreprises commerciales et industrielles et, de ce côté, l'activité de l'année 2005 semble hésitante. Quant au second, la fin de la période de rationalisation des effectifs semble passée. Le deux autres groupes sont des domaines en croissance qui bouillonnent d'activité. À titre d'exemple, pensons aux *Services professionnels, scientifiques et techniques*, où une multitude d'entreprises qui oeuvrent dans le domaine de l'Internet, du multimédia et du commerce électronique créent leur niche au gré de la demande et occupent les CNE (Carrefours de la nouvelle économie) de Rimouski et de Rivière-du-Loup. Le développement des biotechnologies et des sciences de la mer se concrétise par des initiatives telle l'installation du centre de développement de Biotechnologies Océanova — un centre de développement d'ingrédients provenant de la biomasse marine — dans les locaux du Centre de recherche sur les biotechnologies marines, à Rimouski.

Le tertiaire lié à la consommation regroupe quelque 27 % des emplois de la région. En 2005, Statistique Canada indique que les ménages auraient maintenu leur consommation si on se fie aux chiffres de l'emploi des secteurs du *Commerce, de l'hébergement et services de restauration, et de l'Information, culture et loisirs*, qui auraient procuré 700 emplois supplémentaires en 2005. Le centre d'appels de Telus Mobilité à Rimouski ajoutera, en 2006, une centaine de nouveaux emplois à la cinquantaine déjà créés. Cet ajout de personnel fait partie d'une entente intervenue entre le gouvernement du Québec et Telus Québec qui s'est engagée à investir 500 M\$ et à créer 800 emplois au Québec dont 400 à Rimouski.

Dans les **services public et parapublic**, le domaine des *Soins de santé et assistance-sociale* occupe de plus en plus de personnes et regroupe, en 2005, plus de 14 % des emplois de la région.

Les *Administrations publiques* et les *Services d'enseignement* perdent des effectifs. À la faveur des nombreux départs à la retraite, le nombre d'employés de l'État aurait été réduit d'un millier d'effectifs entre 2004 et 2005.

1.7 Les perspectives pour le Bas-Saint-Laurent

Les perspectives sectorielles pour le Bas-Saint-Laurent : la création d'emplois

Le court terme. D'une part, les perspectives du marché du travail du Bas-Saint-Laurent demeurent intéressantes en raison de nombreux projets en cours de réalisation et à venir. Voici quelques exemples pour illustrer la situation. Plusieurs projets domiciliaires, commerciaux, industriels et des travaux routiers relancent l'industrie de la construction. En agroalimentaire, dans la deuxième transformation du bois, dans les secteurs liés à la métallurgie et dans les technologies de l'information, plusieurs entreprises embauchent. Soulignons également plusieurs projets annoncés dans les domaines maritime, diamantaire et éolien, sans oublier les biotechnologies marines et le tourisme.

D'autre part, certains événements portent à réfléchir. Quelques fermetures de filiales d'entreprises, telles Phillips Fitel, SuperPages et Cacouna métal. S'ajoutent aussi des réductions de postes chez Qualité Élastique et Calko et d'autres annoncées chez Uniboard Canada et Bombardier, sans compter l'impact de la fermeture de la papetière Smurfit Stone de New-Richmond sur l'industrie forestière du Bas-Saint-Laurent, celle-ci comportant déjà des fragilités, événements qui font ombrage aux bonnes nouvelles qui ont marqué l'actualité économique du Bas-Saint-Laurent. Les industries où la concurrence internationale est forte semblent les plus touchées. Le seront-elles davantage compte tenu du niveau du dollar canadien? Par surcroît, la force de la devise canadienne pourrait avoir un impact sur l'activité touristique.

Pour l'instant, les emplois dénombrés en 2005 dépassent toujours ceux des années 2000, 2001, 2002 et 2003, ce qui laisse supposer que le marché du travail de la région demeure plutôt vigoureux et connaît depuis le début des années 2000 ses meilleurs moments malgré les quelques

hésitations signalées de 2005. Ce qui inquiète à moyen terme, c'est la situation qui prévaut dans les pâtes et papier en Amérique du Nord. Après Chandler et New-Richmond, les papetières du Bas-Saint-Laurent pourraient-elles être menacées?

Le moyen terme. Pour les prochaines années, soit pour la période 2005-2009, le nombre total d'emplois dans l'économie devrait augmenter au rythme de 1,0 % par année, un rythme inférieur à celui du Québec qui sera de 1,3 %, cela en raison d'une augmentation d'environ 4 600 emplois à prévoir au cours de cette période dans la région. Comme nous l'avons vu précédemment, cette progression de l'emploi contribuera à ralentir le chômage.

Tous les secteurs d'activité économique ne participeront pas également à la croissance prévue de l'emploi. Le secteur **primaire** sera à la traîne (-0,7 %) malgré les efforts consacrés au maintien de l'emploi en exploitation forestière, une situation légèrement en recul en agriculture et possiblement quelques emplois supplémentaires dans le secteur minier. Les domaines des **services publics et de la construction** bénéficieront de l'apport des chantiers éoliens, ce qui entraînera un bon nombre de nouveaux emplois.

Perspectives sectorielles 2005-2009	
Taux de croissance annuel moyen de l'emploi au Bas-Saint-Laurent	%
Primaire	-0,7
Services publics/construction	1,5
Fabrication	0,6
Biens non durables	1,8
Biens durables	0,0
Secondaire	0,8
Tertiaire consommation	1,3
Tertiaire production	1,4
Tertiaire public et parapublic	1,0
Tertiaire	1,2
Ensemble des secteurs	1,0

Dans le secteur **manufacturier**, l'emploi progressera plus rapidement dans la fabrication de biens non durables (1,8 %). Le domaine agroalimentaire est en partie responsable de la situation. La fabrication de biens non durables inclut la *Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac*, les *Usines de textiles et de produits textiles*, la *Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues*, la *Fabrication du papier*, la *Fabrication de produits chimiques*, la *Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique*, l'*Impression et activités connexes de soutien* et les *Activités diverses de fabrication*.

La fabrication de biens durables dans son ensemble stagnera. D'un côté, l'industrie du bois et le matériel de transport ralentiront l'emploi manufacturier et, de l'autre, la fabrication de composantes d'éoliennes et les produits métalliques procureront de nouveaux emplois. En tout, 600 emplois supplémentaires sont attendus dans le manufacturier d'ici à 2009. La fabrication de biens durables comprend la *Fabrication de produits en bois*, la *Fabrication de produits minéraux non métalliques*, la *Première transformation des métaux*, la *Fabrication de produits métalliques*, la *Fabrication*

de machines, la *Fabrication de produits informatiques et électroniques*, la *Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques*, la *Fabrication de matériel de transport* et la *Fabrication de meubles et de produits connexes*.

Dans le secteur **tertiaire**, qui fournit près des trois quarts des emplois, la progression du marché du travail attendue se situe au-dessus de la moyenne de la région. Elle devrait fournir 4 200 nouveaux postes entre 2005 et 2009. Les industries tertiaires liées à la consommation progresseront à un rythme de 1,3 %, bien que le secteur commercial fournira à lui seul un millier de postes supplémentaires.

Les domaines performants demeurent les *Services professionnels, scientifiques et techniques* ainsi que la *Gestion d'entreprise*, les *Services administratifs et Autres services* qui dominent en termes relatifs toutes les autres spécialités. Ainsi, les activités tertiaires liées à la production enregistreront un taux de croissance annuel moyen de 1,4 %. Les technologies de l'information et des communications contribueront également à ce résultat anticipé.

Les *Services de l'enseignement et les administrations publiques* feront du surplace à cause d'importantes baisses de la population scolaire et de la poursuite des rationalisations dans les administrations publiques. Comme les *Services de santé* continueront de progresser (2,2 %) en raison du vieillissement de la population, l'emploi dans le secteur tertiaire public et parapublic évoluera au rythme annuel de 1,0 %.

1.8 : Quelques événements pouvant influencer l'activité économique et le marché du travail au Bas-Saint-Laurent

Foresterie et exploitation forestière (SCIAN 113)

Le Syndicat des producteurs forestiers du Bas-Saint-Laurent a présenté un plan de développement durable qui demandera un investissement de 66 M\$ d'ici 2009. Il porte sur la connaissance de la forêt privée, la valorisation des emplois, la transformation du bois et l'atteinte du plein potentiel de la forêt privée. L'objectif est de rendre disponible près de deux millions de mètres supplémentaires de bois aux industriels de la région, ce qui viendrait en partie compenser pour les pertes appréhendées dans l'approvisionnement en forêt publique. Rappelons que la forêt privée du Bas-Saint-Laurent couvre 50 % du territoire boisé exploitable et fournit 40 % de l'approvisionnement aux usines.

L'industrie forestière du Bas-Saint-Laurent est, sans contredit, marquée par les retombées des recommandations de la Commission Coulombe qui indiquent clairement que la forêt québécoise est carrément surexploitée. Des diminutions de droits de coupe de l'ordre de 20 % pourraient en être consécutives.

Extraction minière (sauf extraction de pétrole et de gaz) (SCIAN 212)

L'ardoisière Glendyne de Saint-Marc-du-Lac-Long investit 5 M\$ dans l'automatisation de ses installations de production. Depuis 1995, la production est passée de 1 100 à 21 000 tonnes et le nombre d'employés, d'une vingtaine à 275. L'entreprise est constamment en mode recrutement et elle aurait actuellement besoin de 25 travailleurs additionnels.

Services publics (SCIAN 221)

Le gouvernement du Québec et Hydro-Québec ont annoncé l'érection, d'ici 2012, de huit parcs éoliens et la construction de deux usines de fabrication de composantes d'éoliennes, l'une à Gaspé et l'autre à Matane. Ces projets totaliseront 1,9 G\$

d'investissements. Pour la MRC de Matane, il s'agit de trois parcs éoliens (250 pour chacun pendant la construction) et d'une usine de fabrication de tours, ce qui pourrait créer près de 200 emplois. General Electric construira les infrastructures requises pour la production de ce premier bloc de 1 000 MW d'énergie éolienne.

Cartier Wind Energy inc. (Innergex Énergie), réalise des négociations et des études pour implanter un parc éolien de 100 MW à Baie-des-Sables pour 2006. Un investissement possible de 170 M\$ pour l'installation de 73 éoliennes.

SkyPower investira 300 M\$ pour ériger, elle aussi, un parc éolien (entre 130 et 200 unités) dans la région de Rivière-du-Loup. Au total, 300 emplois seront créés durant la phase de construction. L'exploitation du parc fournira, quant à elle, de l'emploi à une vingtaine de travailleurs.

Pour la région du Bas-Saint-Laurent, il s'agit du deuxième projet majeur annoncé dans le secteur énergétique en moins de deux mois, après celui de 1 G\$ de Trans-Canada et de Pétro-Canada pour l'exploitation d'une usine de gaz naturel liquéfié à Gros-Cacouna. (Voir le secteur transport ci-après).

Hydro-Québec, recevra, jusqu'au 17 avril 2007, des soumissions pour la fourniture d'énergie éolienne. Cet appel d'offres a pour but l'achat de 2 000 MW d'énergie d'origine éolienne, produite à partir de parcs éoliens situés au Québec. La durée des contrats variera de 15 à 25 ans. Les besoins sont répartis de la façon suivante :

- 300 MW, débutant le 1er décembre 2009;
- 400 MW, débutant le 1er décembre 2010;
- 400 MW, débutant le 1er décembre 2011;
- 450 MW, débutant le 1er décembre 2012;
- 450 MW, débutant le 1er décembre 2013.

Si la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent ont été avantagées à ce jour, quel sera l'impact de cette politique énergétique au cours des prochaines années?

Construction de bâtiments (SCIAN 236)

La Résidence Saint-Louis de Rivière-du-Loup, qui accueille des personnes retraitées autonomes, sera agrandie au coût de 3 M\$ afin de la doter de 39 nouvelles unités de logement.

Le Groupe Michel Cadrin a annoncé le projet *Pohénégamook sur le Lac*, un projet de construction de maisons de campagne sur 136 terrains disponibles. L'investissement total est de 40 M\$.

Kamco construction agrandira sa résidence pour personnes retraitées *Le Saint-Louis* à Rivière-du-Loup, au coût d'environ 2,2 M\$.

Carol Roy prévoit démarrer, à Rimouski, les travaux de construction d'un édifice de 12 unités de condominiums haut de gamme, *Le Saint-Germain*, au coût d'environ 2 M\$.

Les Immeubles Gérald Albert construit deux édifices totalisant 32 unités de condominiums, sur le site du Motel St-Laurent à Rimouski

Le *Domaine des Trois-Pistoles* construit une résidence de 21 logements pour personnes âgées autonomes au coût d'environ 2,4 M\$.

Atena Groupe-conseil, une coopérative de travail, réalise présentement des négociations avec la Société d'habitation du Québec et la Ville de Rimouski, pour le projet de construction d'un édifice de 13 étages abritant 80 unités de logements, au centre-ville de Rimouski, au coût d'environ 10 M\$.

La Ville de Matane réalise de nouvelles négociations avec le ministère de la Culture et communications du Québec, pour le projet de construction d'une salle de spectacles sur un terrain adjacent au Cégep de Matane, au coût d'environ 9 M\$.

Développement Bégin et Ouellet démarre les travaux de construction de la phase 1 d'un complexe domiciliaire de 56 unités de condominiums et de 35 chalets, *Domaine Témis sur le lac*, sur les rives du Lac Témiscouata, au coût d'environ 15 M\$.

Le Centre jeunesse du Bas-Saint-Laurent de Rivière-du-Loup prévoit démarrer bientôt les travaux de rénovation de la Villa Fraserville, au coût de 2 M\$.

Promotion CC (Immeubles GLMC inc.), toujours à Rivière-du-Loup, a démarré les travaux de construction de 14 maisons jumelées et de 19 maisons unifamiliales, au coût d'environ 6 M\$.

Le promoteur Bernard Simard prévoit démarrer, vers le début du printemps 2006, les travaux de construction de 108 unités de logements locatifs pour travailleurs à l'entrée du parc industriel de Rivière-du-Loup, au coût d'environ 4 M\$.

L'Office municipal d'habitation de La Pocatière reçoit des soumissions pour l'aménagement de 33 unités de logement.

Le Centre Civique de la ville de Rimouski sera rénové au coût de 5,1 M\$ afin que l'édifice s'harmonise avec l'architecture de la nouvelle salle de spectacles.

Travaux de génie civil (SCIAN 237)

En début d'année, a été annoncé le prolongement de l'autoroute 20 vers l'Est, de Sainte-Luce jusqu'à Mont-Joli au coût de 16 M\$.

Des investissements de près de 40 M\$ sont prévus pour des travaux routiers dans les MRC de Kamouraska, Rivière-du-Loup, Les Basques et Témiscouata, dont 35 M\$ pour finaliser les travaux sur la Route 185.

La Ville de Rivière-du-Loup prévoit démarrer, vers le printemps 2006, dans le cadre du programme de revitalisation de son centre-ville, différents travaux de réaménagement, au coût d'environ 2 M\$, ainsi que la vente de terrains pour la construction de nouveaux commerces.

La Ville de Rimouski réalise présentement des études préliminaires pour le projet de construction d'un stationnement souterrain dans le cadre du projet de réaménagement de la *Place des Anciens Combattants*, en face de la nouvelle salle de spectacles.

Le ministère des Transports du Québec planifie la construction d'une usine d'assainissement des eaux usées et des travaux de voirie à Price au coût d'environ 12 M\$ en deux phases.

La municipalité de Rivière-Ouelle entreprend des travaux de construction d'infrastructures d'aqueduc, d'égout domestique et d'assainissement des eaux usées, au coût global de 11,2 M\$.

La municipalité de Saint-André dans le Kamouraska investira 3,3 M\$ pour enfouir les câbles de distribution d'électricité, téléphone et câblodistribution et pour moderniser son réseau d'égout et de traitement des eaux usées.

Saint-Modeste dans la MRC de Rivière-du-Loup, a également réalisé un projet d'assainissement des eaux usées, d'aqueduc et d'égout, projet évalué à 5 M\$.

Des investissements de plus de 15 M\$ seront injectés dans la municipalité de Trois-Pistoles et ce, tant en fonds publics que privés. Huit millions de dollars seront consacrés au projet d'alimentation en eau potable et à l'amélioration du réseau actuel. Deux projets d'habitations sont également en

développement : 15 résidences en bordure de mer et un complexe de 15 logements pour personnes âgées, nécessitant au total des investissements de près de 7 M\$.

Fabrication d'aliments (SCIAN 311)

Agropur ferme définitivement son usine laitière de Saint-Alexandre-de-Kamouraska. L'usine fonctionnait de façon sporadique depuis une décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2002 qui limitait les possibilités d'exportation de la production de l'usine spécialisée dans la fabrication de poudre de lait entier. Cinquante-six employés se retrouvent au chômage.

Grâce à un investissement de 200 000 \$, la Fromagerie Les Méchins produira de nouvelles variétés de fromage régulier et biologique. Onze personnes travaillent à la fromagerie et quelques postes devraient s'ajouter.

L'entreprise Decacer de Saint-Antoine-de-Tilly investira 8 M\$ à Dégelis, dans le Témiscouata, pour l'implantation d'une usine de fabrication de sucre granulé et de flocons d'érable à partir du sirop du même nom. L'usine devrait avoir une production d'environ 3 millions de livres par année et créer une quarantaine d'emplois. Le Bas-Saint-Laurent est la deuxième région acéricole au Québec avec 6,5 millions d'entailles.

La fromagerie Le Mouton Blanc de La Pocatière a investi 380 000 \$ dans l'installation de deux salles d'affinage pour la production d'un fromage au lait cru de brebis. Ses produits, localement distribués, le seront bientôt dans la région de Québec et de Montréal. Deux emplois sont créés.

L'Union des producteurs agricoles du Bas-Saint-Laurent a confirmé la construction d'une usine de transformation des viandes (agneau et bouvillon), pour un investissement de 3,5 M\$. L'usine créera une cinquantaine d'emplois. La région est celle possédant le plus important cheptel d'agneaux au Québec, avec environ 65 000 têtes. Les opérations devraient débuter au printemps 2006.

L'entreprise de transformation du porc, Groupe CNP de Rivière-du-Loup, investit 3 M\$ pour doubler sa superficie de production, ce qui entraînera l'ajout d'une trentaine d'emplois aux 140 qu'elle compte déjà.

L'usine de transformation de crevettes, Les Fruits de mer de l'Est du Québec, fermée pendant presque tout l'été, a repris ses activités à l'automne.

Une mésentente sur le prix offert aux pêcheurs est à l'origine du conflit.

Usines de textile (SCIAN 313)

L'abolition des quotas sur l'importation du textile provenant notamment des pays asiatiques dont la Chine a contraint deux entreprises de Rivière-du-Loup à des mises à pied. Calko Canada a réduit son personnel de 140 à une centaine; quant à Qualité Élastique, on y mentionne une baisse de production de 40 % alors que le nombre d'employés passe de 126 à 79. À la mi-année, l'entreprise a transféré près de la moitié de sa production en République Dominicaine, occasionnant ainsi la mise à pied de 34 autres personnes.

Fabrication de produits en bois (SCIAN 321)

Les droits compensatoires sur la valeur du bois d'oeuvre canadien exporté aux États-Unis auraient touché plus de 600 postes au Bas-Saint-Laurent selon le Conseil de l'industrie forestière du Québec. Présentement, trois facteurs influencent cette industrie. D'une part, la diminution de ces droits et le soutien financier public devraient jouer en sa faveur. D'autre part, la hausse du dollar canadien et de probables restrictions des droits de coupe (20 %) suite au rapport de la Commission Coulombe, ne favoriseront guère les industriels de ce domaine d'activité.

Canboard de Mont-Joli ajoute une nouvelle ligne de production pour l'assemblage et le montage d'armoires de cuisine, de meubles-lavabos et d'armoires de salle de bain. Un investissement de 300 000 \$ et la création de 10 emplois, ce qui portera le nombre d'employés à 80.

Dans un premier temps, Uniboard Canada de Sayabec a suspendu, pour une période indéterminée, la ligne de production numéro 1 de son usine, entraînant ainsi la mise à pied de 55 personnes alors que quelques autres ont été réaffectées temporairement à d'autres tâches. Quelques mois plus tard a été confirmée la fermeture permanente de cette ligne de production, ce qui a entraîné la perte de 214 emplois. La concurrence de la Chine et la montée du dollar canadien sont invoquées comme responsables de cette décision. L'usine ne comptera plus qu'environ 245 employés. La compagnie prévoit investir dans de nouveaux équipements afin de réduire ses coûts de production.

Le groupe Bois BSL de Mont-Joli prévoit démarrer bientôt les travaux de construction d'une usine de fabrication de bûches de bois énergétiques à Mont-

Joli, au coût d'environ 2,5 M\$, ce qui permettra la création de 20 emplois. L'usine, la quatrième du groupe, débutera ses activités au printemps 2006.

Le Groupe NBG inc., formé de cinq partenaires que sont Bégin et Bégin, Norampac et trois groupements forestiers, investit 1,7 M\$ pour de nouveaux équipements à son usine de sciage de tremble de Rivière-Bleue. L'entreprise, spécialisée dans la production de planches pour palettes, emploie une soixantaine de travailleurs.

La réduction de la production chez Uniboard Canada de Sayabec et la fermeture récente de la cartonnerie Smurfit-Stone de New-Richmond auront des impacts importants dans les usines de sciage de la région. Ces producteurs achetaient des copeaux et des résidus de sciage de plusieurs usines de la région.

Fabrication du papier (SCIAN 322)

La situation nord-américaine dans les pâtes et papier demeure inquiétante. Sans compter les autres fermetures et réductions de personnel ailleurs au Québec, après les fermetures de Chandler, New-Richmond et Bathurst, des inquiétudes persistent pour les quelques papeteries de la région.

Impression et activités connexes de soutien (SCIAN 323)

Impressions Alliance 9000, un Centre de travail adapté (CTA) à Amqui, a investi plus de 1 M\$ dans de nouveaux locaux. Cette entreprise a fait sa marque dans le domaine de l'impression, emploie aujourd'hui 130 personnes et vise à porter le nombre de ses effectifs à 200.

Fabrication de produits chimiques (SCIAN 325)

Après quelques mois d'opération en mode expérimental, l'usine Chaichem Pharmaceuticals d'Amqui a finalement été en mesure de commencer la production de paclitaxel. L'entreprise prévoit employer une vingtaine de travailleurs en usine et plus d'une cinquantaine de cueilleurs d'if en forêt privée.

ABK-Gaspésie inc., spécialisée dans la fabrication de biomolécules pour l'industrie alimentaire, vient tout juste de démarrer les travaux d'agrandissement et de rénovation de son usine de Matane, ce qui devrait permettre d'augmenter considérablement sa capacité de production. L'usine vient de fermer pour permettre les travaux qui seront complétés début 2006.

Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc (SCIAN 326)

Une entreprise de Mirabel, Composites VCI, investit 1 M\$ pour l'implantation d'une usine de fabrication de coquilles de nacelles d'éoliennes à Matane. La production est prévue pour 2006 et l'usine emploiera une trentaine de personnes. Signalons qu'il s'agit de la troisième usine spécialisée dans la fabrication de composantes d'éoliennes à s'installer à Matane après celles du groupe Marmen. Avec ces trois usines, l'industrie de l'éolien donnera du travail à près de 200 personnes dans cette ville.

Fabrication de produits minéraux non métalliques (SCIAN 337)

Le Centre local de développement (CLD) de la MRC d'Avignon réalise présentement des négociations avec une société italienne qui prévoit l'implantation d'une usine de transformation d'ardoise en produits pour toitures, laquelle pourrait être aménagée dans l'ancien entrepôt de Provigo, dans le secteur de La Matapédia.

Fabrication de produits métalliques (SCIAN 332)

Marmen de Trois-Rivières a obtenu le contrat pour la fabrication de tours destinées aux projets éoliens dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie. L'entreprise prévoit construire deux usines à Matane pour un investissement de 25 M\$ et devrait créer au total 165 emplois. L'une des usines servira à la fabrication des tours alors que l'assemblage des nacelles se fera dans la deuxième usine. Le début de la production est prévu pour début 2006. L'entreprise trifluvienne prévoit construire 660 tours de 80 mètres de haut en réponse à ce premier appel d'offres de 990 MW.

Projexco, une entreprise qui se spécialise dans la fabrication de ponts et de passerelles métalliques, investit plus de 1,5 M\$ dans de nouvelles installations à Sainte-Luce. L'entreprise compte actuellement une dizaine de travailleurs mais devrait créer une cinquantaine d'emplois additionnels au cours des trois prochaines années.

Fabrication de machines (SCIAN 333)

AMH Canada a signé un contrat de plusieurs millions de dollars sur cinq ans avec un distributeur chinois pour des équipements de soudure spécialisés et des séchoirs à peinture pour la réparation de voitures. L'entrepreneur agrandit une des deux usines rimouskoises et ajoute une quinzaine de travailleurs à ses 90 employés.

Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques (SCIAN 335)

En raison de la vive concurrence internationale dans le domaine, le fabricant de câbles de garde à fibres optiques Phillips-Fitel a annoncé la fermeture de son usine de Rimouski. Une quarantaine de personnes se retrouvent au chômage.

Fabrication de matériel de transport (SCIAN 336)

Fin 2004, Bombardier Transport a annoncé la réduction de 2 200 employés dans ses usines dans le monde, dont 350 à La Pocatière. Ces mises à pied devaient faire passer le nombre d'employés à l'usine de La Pocatière de 1 200 à 850 à la fin de 2005. Toutefois, la signature de deux nouveaux contrats (Metropolitan Transportation Authority de l'État de New-York, 425 M\$ US et 125 M\$ US) devrait assurer ces emplois jusqu'à la fin de 2006.

Fabrication de meubles (SCIAN 337)

Miralis de Saint-Anaclet-de-Lessard, spécialisée dans la fabrication d'armoires de cuisine haut de gamme en bois, a réalisé des travaux d'agrandissement de son usine de Saint-Anaclet, au coût d'environ 3 M\$. Les travaux permettront la création de 50 emplois, sur une période de 3 ans.

Batitech ltée aménage une usine de fabrication de maisons préfabriquées en panneaux dans un bâtiment industriel, propriété de Cascades, à Cabano. Le projet nécessitera des investissements d'environ 2 M\$ et permettra la création de 30 emplois.

Activités diverses de fabrication (SCIAN 339)

Diarough-Canada investit 1 M\$ pour l'acquisition d'un édifice à Matane afin d'y implanter un atelier de taille de diamants. Diamex tente d'acquiescer Les Diamants du Saint-Laurent, entreprise en difficulté. Ainsi, celle-ci pourrait être relancée après quelques déboires. L'approvisionnement suffisant en diamants canadiens pourrait mener à l'embauche d'une centaine de tailleurs au cours des prochaines années.

Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac (SCIAN 413)

La Brasserie Labatt restructure ses activités. Le centre de Rimouski écope et devient un bureau de vente avec un personnel réduit qui passe de 19 à 10 employés.

Magasins de meubles et d'accessoires de maison (SCIAN 442)

Ameublement Tanguay construit un nouveau magasin sur la Montée Industrielle à Rimouski au coût de 9 M\$. Une vingtaine de nouveaux emplois seront créés afin de desservir sa clientèle à partir de novembre 2005.

Leon's Furniture ltd prévoit, dans le cadre de son programme de développement, la construction d'un magasin de meubles, « *Meubles Leon* », à Rimouski, sous la formule franchisée. Le magasin aurait une superficie entre 65 000 et 90 000 pieds carrés et pourrait voir le jour en 2006.

Marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage (SCIAN 444)

Groupe Dynaco investit 5 M\$ dans un centre de rénovation de 60 000 pieds carrés à Rivière-du-Loup. Ce projet a créé 25 nouveaux emplois pour porter le nombre total d'employés à 65. Groupe Dynaco, dont le siège social est situé à La Pocatière, possède douze centres de rénovation Dynaco BMR entre Montmagny et Matane qui emploient plus de 300 personnes.

Rona le Quincailler investit 2,2 M\$ à Matane pour l'agrandissement du centre de rénovation afin d'en faire un centre RONA le Rénovateur. Au terme des travaux, une douzaine de nouveaux emplois seront créés.

Magasins d'alimentation (SCIAN 445)

Le marché d'alimentation Provigo de Saint-Pascal est agrandi au coût de 4 M\$. Les travaux ont débuté en février.

Les travaux viennent tout juste de démarrer pour l'agrandissement et la rénovation du magasin d'alimentation IGA Supermarché LD à Saint-Pascal, au coût d'environ 3,5 M\$. Les travaux devraient être complétés début juin 2006.

Germain Pelletier ltée projette l'agrandissement du centre commercial *Place Sybrel* à Amqui, ce qui nécessitera des investissements d'environ 5,5 M\$.

Métro-Richelieu réalise des études préliminaires conjointement avec des promoteurs du Témiscouata pour le projet de construction d'un supermarché d'alimentation *Métro* au sud de la municipalité de Dégelis, au coût d'environ 4 M\$.

Transport par eau (SCIAN 483)

Pour la seconde fois en trois ans, le service de traversier entre Trois-Pistoles et Les Escoumins est interrompu, le quai de cette dernière municipalité ayant subi des dommages au cours de l'hiver; 25 travailleurs sont touchés et les pertes sont estimées à 5 M\$ pour les deux villes.

Au port de Matane, on réalise présentement des études, conjointement avec la société Arrimage du Québec, pour augmenter la capacité des installations portuaires. Présentement, l'entreprise Arrimage assure la manutention de 150 000 tonnes de marchandises à ce port. Il s'agit principalement de produits forestiers et de pâtes et papier. Le développement éolien viendra renforcer la position du port dont on s'apprête à plus que doubler la capacité grâce à la fabrication des nacelles et des tours pour l'énergie éolienne.

Transport par camion (SCIAN 484)

Kingsway Transport consolide ses activités en déménageant son siège social de Rimouski vers Rivière-du-Loup. Les effectifs sont également rapatriés dans les nouveaux locaux du parc industriel. Une dizaine d'emplois sont ainsi créés à Rivière-du-Loup, portant à plus de quinze le personnel de l'endroit.

Transport par pipelines (SCIAN 486)

Trans-Canada Corporation et Pétro-Canada ont annoncé la construction d'une usine de gaz naturel liquéfié à Gros-Cacouna. Le coût du projet est évalué à 1 G\$. Ce gigantesque projet devrait créer entre 500 et 1 000 emplois durant la phase de construction et générer par la suite entre 30 et 50 emplois permanents pour exploiter l'usine. Toutefois, plusieurs incertitudes entourent le projet qui devra, entre autres, respecter les exigences environnementales.

Activités de soutien au transport (SCIAN 488)

Le ministère fédéral des Transports rend officiel la cession de l'aéroport de Mont-Joli à une régie intermunicipale et injecte de 2,5 M\$ pour des travaux de rénovation. La nouvelle Régie intermunicipale de l'aéroport régional de Mont-Joli prévoit démarrer, au printemps 2006, les travaux de construction d'un hangar polyvalent au coût d'environ 1,5 M\$.

Édition (sauf par Internet) (SCIAN 511)

En début d'année, SuperPages, annonçait qu'il supprimerait 167 emplois au Québec, dont 30 à Rimouski. À mi-année, le Groupe mettait fin à ses

activités et les 30 employés qui restaient perdaient définitivement leur emploi.

Radiotélévision (sauf par Internet) (SCIAN 515)

Astral Média s'est portée acquéreur des stations de radio CJOI et CIKI de Rimouski et a réduit la production locale de 126 heures à 76 heures ce qui devrait occasionner la perte de 4 à 6 emplois.

Télécommunications (SCIAN 517)

Télécom, qui assure l'entretien d'une partie du réseau de Telus, ouvre un bureau à Rimouski. Le projet de 4 M\$ crée de l'emploi pour une vingtaine de travailleurs. L'entreprise construira et entretiendra le réseau de fibre optique destiné aux écoles, hôtels de ville et bibliothèques publiques du Bas-Saint-Laurent.

Le centre d'appels de Telus Mobilité à Rimouski ajoute, en 2006, une centaine de nouveaux emplois à la cinquantaine d'employés déjà en poste. Cet ajout de personnel fait partie d'une entente intervenue entre le gouvernement du Québec dans le cadre de laquelle Telus Québec s'est engagée à investir 500 M\$ et à créer 800 emplois au Québec, dont 400 à Rimouski.

Intermédiation financière et activités connexes (SCIAN 522)

Après Rimouski, les Caisses populaires Desjardins de l'Est du Québec se dotent d'un centre administratif à Rivière-du-Loup. Celui-ci compte environ 30 emplois.

Services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 541)

Pesca Environnement de Maria ouvre une succursale à Matane où travailleront cinq personnes. C'est la division foresterie qui s'implantera à Matane. Pesca devient le représentant de l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées du Bas-Saint-Laurent.

Le secteur de la recherche maritime à Rimouski poursuit son développement grâce à une subvention de 2 M\$ de Développement économique Canada qui permettra la création de quatre nouveaux laboratoires. L'Institut des sciences de la mer de Rimouski (ISMER) aménagera un nouveau laboratoire qui permettra de suivre le parcours de substances toxiques à l'intérieur des organismes marins. Par ailleurs, le Centre de recherche en technologies maritimes, *Innovation maritime*, se dotera de trois laboratoires, en équipements respiratoires, en navigation électronique et en recherche hyperbare. Innovation

maritime prévoit doubler son effectif de recherche qui passerait ainsi de 12 à 24 chercheurs.

Sea Quest Technologies de Rimouski vient de signer un contrat de 150 M\$ avec le Cameroun. L'entente vise à doter le port de Douala d'une infrastructure intégrée d'information maritime. Ce concept intègre toutes les informations pertinentes à la navigation en temps réel grâce à l'informatique et à des technologies comme le géopositionnement stationnaire (GPS), le radar et les bouées informatisées. Le projet est mené avec des partenaires privés qui investissent dans le projet. On prévoit la création d'une trentaine d'emplois dans la région, dont 15 chez Sea Quest qui en emploie présentement 15 à ses bureaux de Pointe-au-Père.

Services d'enseignement (SCIAN 611)

Le Cégep de Matane et l'Université de Sherbrooke ont reçu 5,3 M\$ du gouvernement québécois pour mettre au point des programmes de formation en jeux vidéos qui seront dispensés au Campus Ubisoft à Montréal. Cette annonce devrait permettre l'embauche de dix professeurs et positionne le Cégep de Matane dans le multimédia.

La Commission scolaire des Phares construit un atelier de mécanique agricole au Centre de formation professionnelle de Mont-Joli, un investissement de 3,1 M\$. La ferme-école accueille une quinzaine d'étudiants dans les programmes de mécanique agricole, production de bovins de boucherie, laitière et horticole.

Le Centre de formation Pavillon-de-l'Avenir de Rivière-du-Loup investit 2,5 M\$ pour un agrandissement de 1 200 mètres carrés de ses installations à des fins de formation dans le domaine de la réparation de véhicules lourds routiers. L'établissement pourra ainsi offrir, en exclusivité au Bas-Saint-Laurent, une ASP (attestation de spécialisation professionnelle) dans cette discipline.

Le Cégep de Rimouski réalise présentement des études préliminaires pour le projet de rénovation et réaménagement de sa bibliothèque située dans l'ancienne chapelle du séminaire de l'endroit, ce qui nécessitera des investissements d'environ 4 M\$. La Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs, projette des travaux de rénovation majeurs à l'école secondaire L'Arc-en-Ciel de Trois-Pistoles, au coût d'environ 1,5 M\$.

L'Université du Québec à Rimouski, agrandit la station aquicole ISMER-Université du Québec à Rimouski, ce qui pourrait nécessiter des

investissements d'environ 1 M\$. L'institution réalise également des études préliminaires pour son projet de mise aux normes et d'aménagement des installations universitaires dans le bâtiment historique Maison Louis Bertrand cédé à l'université par les frères Michaud à Rimouski.

Hôpitaux (SCIAN 622)

Les centres de santé et de services sociaux du KRTB recevront près de 11,8 M\$. Le centre hospitalier de Notre-Dame-du-Lac se dotera d'un tomodensitomètre, le centre de santé et de services sociaux de Rivière-du-Loup fera l'acquisition et l'installation d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique, l'urgence située à Pohénégamook sera réaménagée et finalement l'urgence et l'unité des soins intensifs du centre Notre-Dame de Fatima de La Pocatière seront agrandis.

L'Association du cancer de l'Est du Québec réalise présentement une étude préliminaire pour son projet d'addition de 30 lits à son hôtellerie de Rimouski qui en compte présentement 75, projet qui pourrait voir le jour d'ici 2007-2008, au coût d'environ 3,5 M\$.

Divertissement et loisirs (SCIAN 71)

La Première nation Malécite de Viger recherche présentement du financement pour le projet de construction d'un vaste complexe récréotouristique en bordure du Fleuve Saint-Laurent, entre la pointe Saint-Georges de Cacouna et la presqu'île Gros Cacouna. Les Malécites envisagent de construire, au coût d'environ 24 M\$ répartis en trois phases sur cinq ans, une auberge de 40 chambres, 34 villas en bord de mer ainsi que 10 cabines et 4 refuges.

Le Musée de la mer de Rimouski, prévoit démarrer, vers l'été 2006, les travaux de construction d'un bâtiment d'accueil et des infrastructures touristiques pour recevoir le sous-marin *Onondaga* qui sera ouvert aux visiteurs à partir de l'été 2007, ce qui nécessiterait des investissements d'environ 2,6 M\$.

Services d'hébergement et de restauration (SCIAN 72)

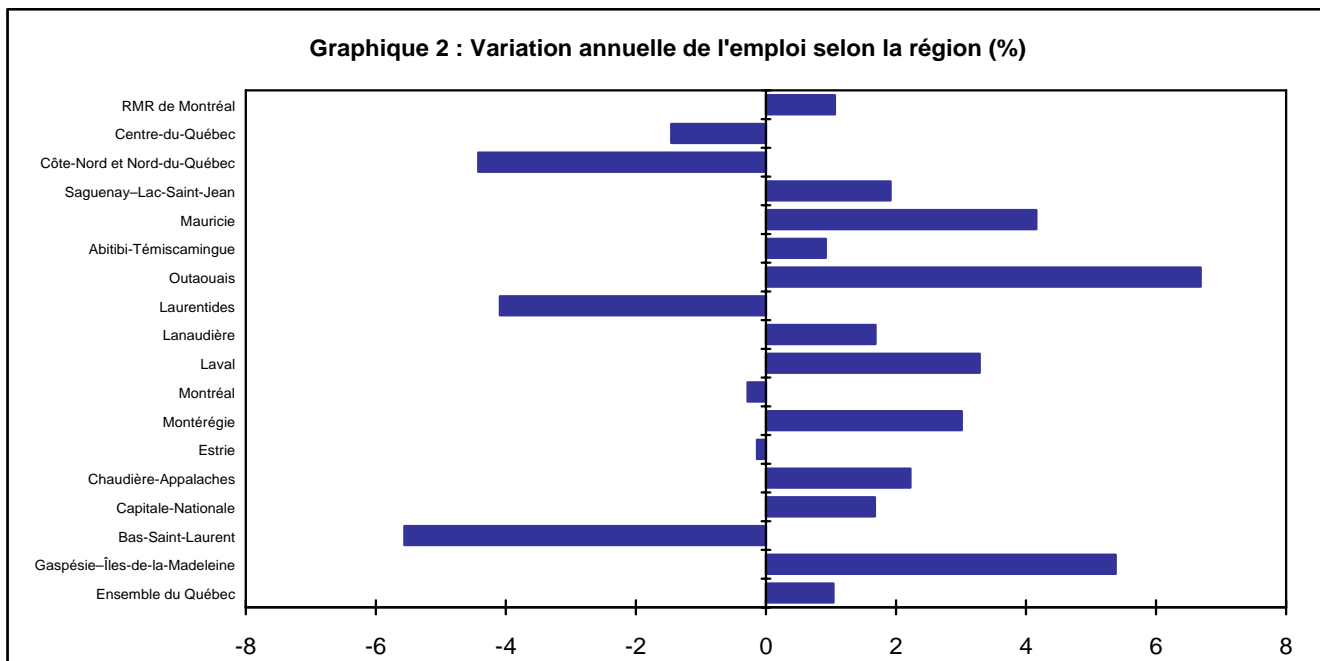
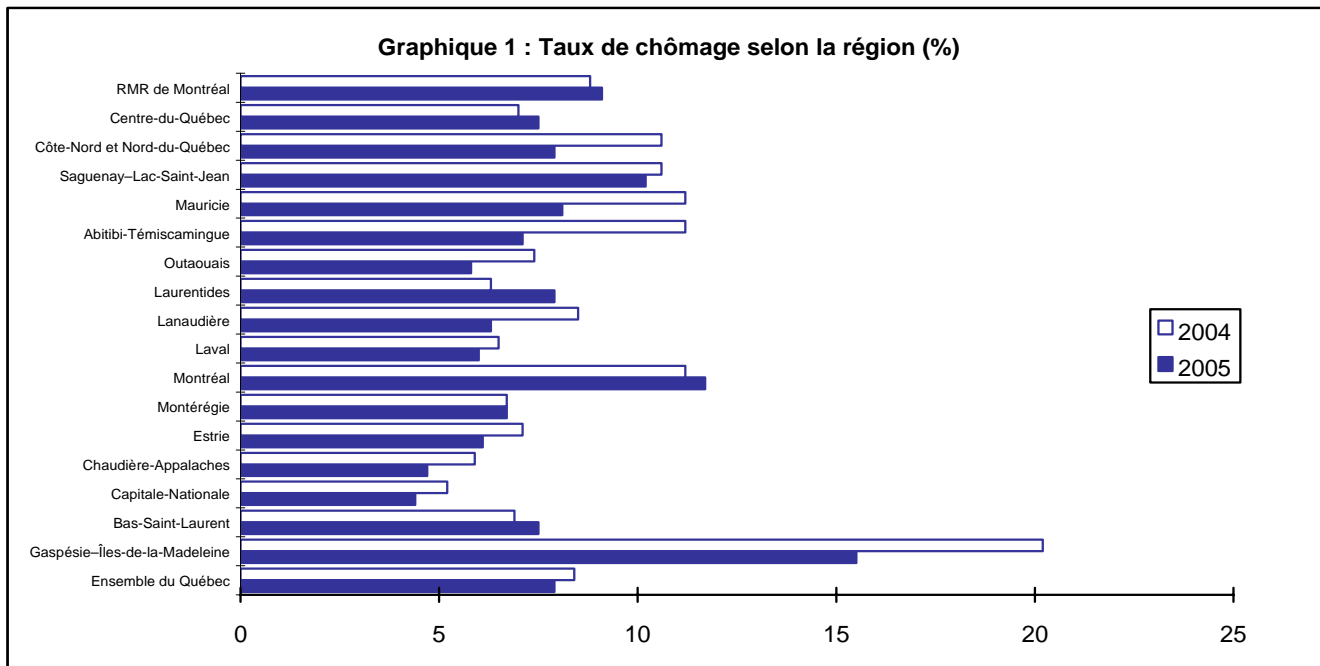
Des travaux sont en cours à l'Hôtel Motel Universel à Rivière-du-Loup pour l'ajout de 51 chambres au coût d'environ 4 M\$. La direction de l'établissement projette aussi la construction, d'ici trois ans, d'un hôtel adjacent de 60 chambres. L'investissement dans ce cas est évalué à 5,5 M\$.

L'Hôtel l'Empress de Rimouski, réalise des travaux préparatoires à un projet d'ajout de 40 chambres à ses installations.

Section 2

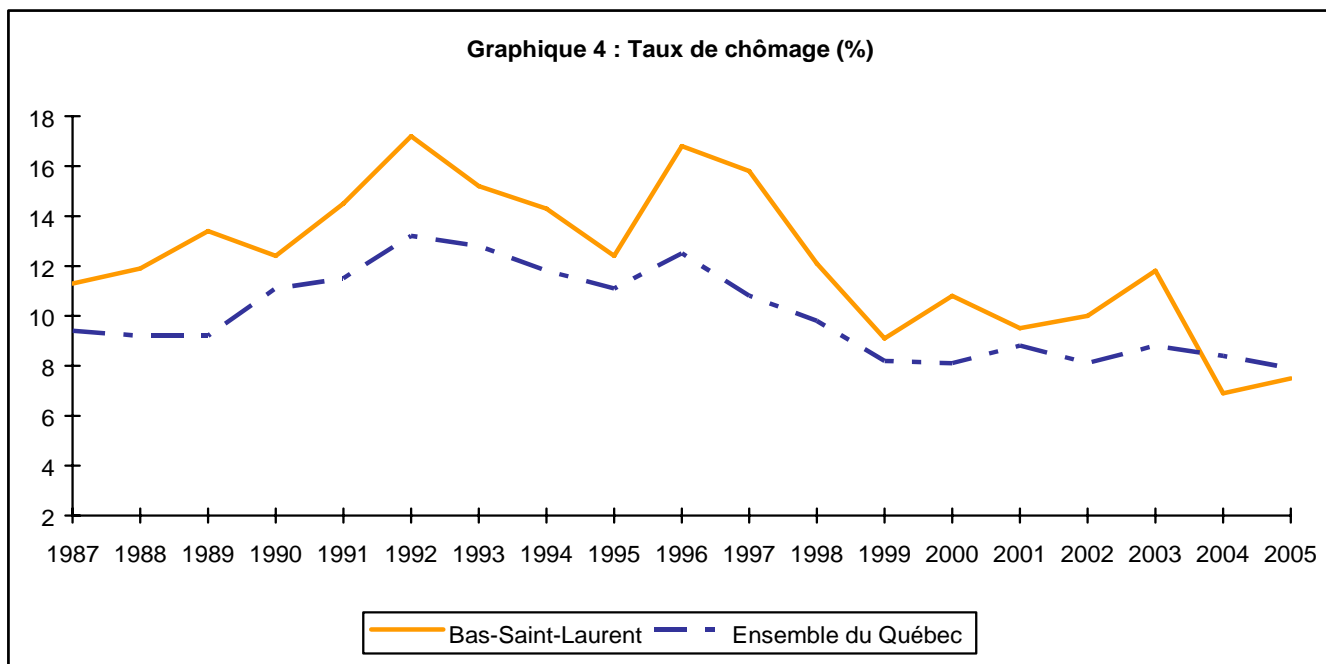
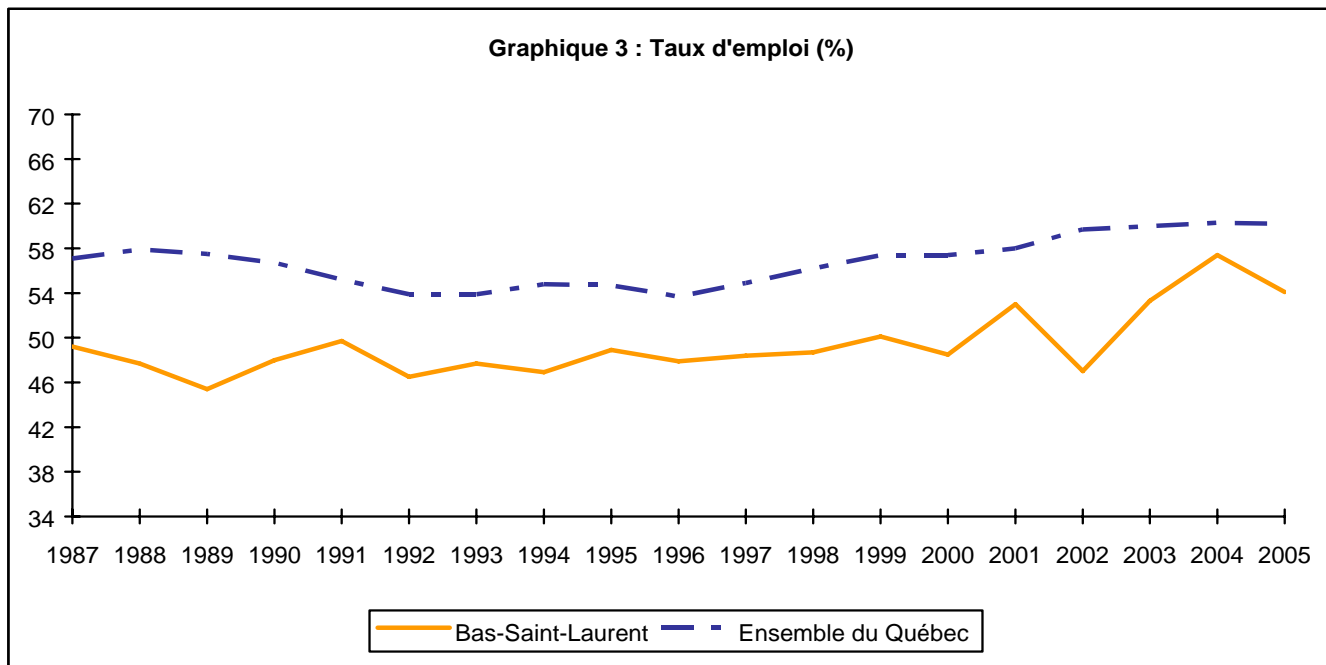
Graphiques et tableaux

Graphiques 1 et 2
TAUX DE CHÔMAGE ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION
4^e trimestre 2005



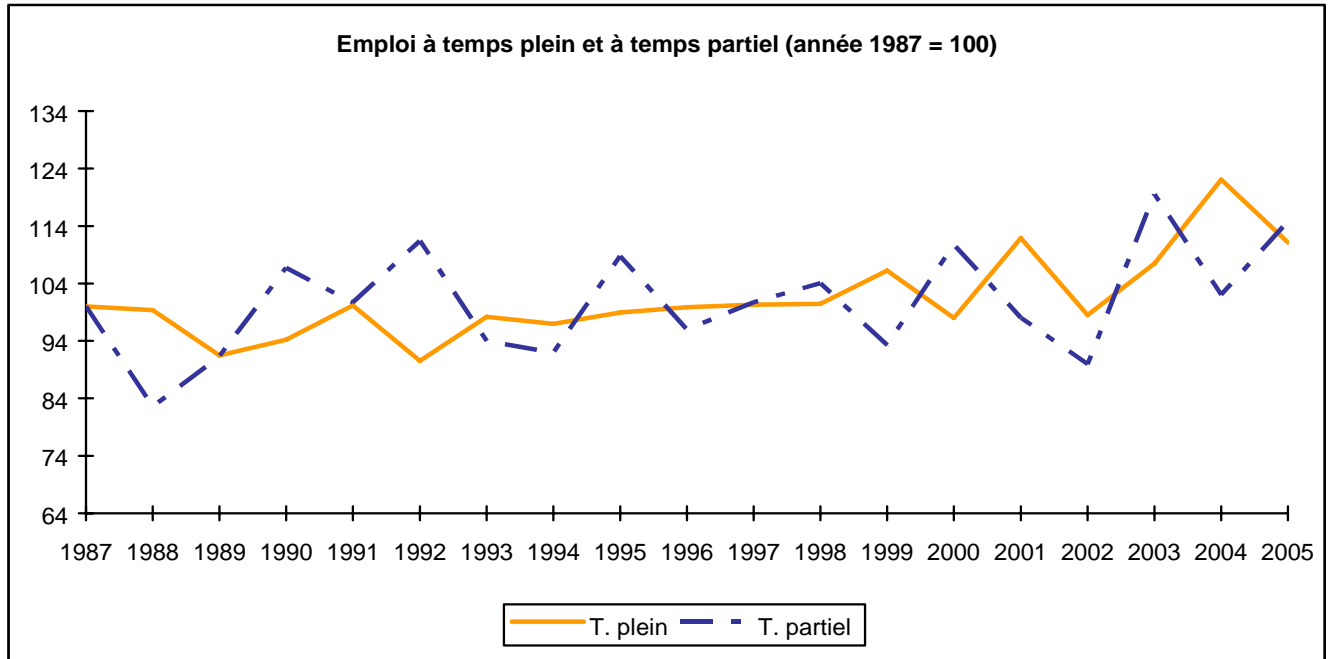
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphiques 3 et 4
TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec
4^e trimestre 2005



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphique 5
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL
Bas-Saint-Laurent
4^e trimestre 2005



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 1
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec
Données non désaisonnalisées

Indicateurs du marché du travail	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	4 ^e trimestre		Variation %	4 ^e trimestre		Variation %
	2005	2004		2005	2004	
Population 15 ans et plus (000)	166,5	166,1	0,2	6 210,5	6 138,8	1,2
Population active (000)	97,2	102,4	-5,1	4 059,9	4 036,5	0,6
Emploi (000)	90,0	95,3	-5,6	3 737,8	3 699,3	1,0
- Temps plein (000)	72,9	80,1	-9,0	3 010,1	3 002,3	0,3
- Temps partiel (000)	17,1	15,2	12,5	727,7	697,0	4,4
Chômeurs et chômeuses (000)	7,3	7,1	2,8	322,0	337,2	-4,5
Taux de chômage (%)	7,5	6,9		7,9	8,4	
Taux d'activité (%)	58,4	61,6		65,4	65,8	
Taux d'emploi (%)	54,1	57,4		60,2	60,3	
Durée du chômage (semaines)	15,0	9,8	53,1	19,9	19,7	1,0

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 2
COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
4^e trimestre 2005
Données non désaisonnalisées

Régions économiques, régions métropolitaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	49,3	15,5	41,7
Bas-Saint-Laurent	58,4	7,5	54,1
Capitale-Nationale	63,7	4,4	60,9
Chaudière-Appalaches	68,3	4,7	65,1
Estrie	63,0	6,1	59,1
Montérégie	68,2	6,7	63,6
Montréal	65,4	11,7	57,8
Laval	66,4	6,0	62,4
Lanaudière	66,8	6,3	62,6
Laurentides	66,1	7,9	60,9
Outaouais	70,4	5,8	66,3
Abitibi-Témiscamingue	61,9	7,1	57,5
Mauricie	59,5	8,1	54,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	60,9	10,2	54,7
Côte-Nord et Nord-du-Québec	59,8	7,9	54,9
Centre-du-Québec	68,2	7,5	63,1
RÉGIONS MÉTROPOLITAINES			
Chicoutimi-Jonquière	60,4	10,1	54,3
Québec	65,4	4,0	62,8
Trois-Rivières	63,2	8,8	57,7
Sherbrooke	64,4	6,7	60,0
Montréal	67,4	9,1	61,2
Ottawa-Hull	71,4	5,1	67,7
ENSEMBLE DU QUÉBEC	65,4	7,9	60,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 3
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET L'ÂGE
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

Sexes et groupes d'âge	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	4 ^e trimestre		Variation %	4 ^e trimestre		Variation %
	2005	2004		2005	2004	
HOMMES						
Population 15 ans et plus (000)	81,2	79,6	2,0	3 052,6	3 015,7	1,2
Population active (000)	51,1	55,1	-7,3	2 163,7	2 165,8	-0,1
Emploi (000)	46,4	50,4	-7,9	1 993,9	1 969,7	1,2
- Temps plein (000)	42,7	45,9	-7,0	1 752,9	1 740,7	0,7
- Temps partiel (000)	3,7	4,5	-17,8	241,0	228,9	5,3
Chômeurs (000)	4,7	4,7	0,0	169,8	196,1	-13,4
Taux de chômage (%)	9,2	8,5		7,8	9,1	
Taux d'activité (%)	62,9	69,2		70,9	71,8	
Taux d'emploi (%)	57,1	63,3		65,3	65,3	
FEMMES						
Population 15 ans et plus (000)	85,3	86,6	-1,5	3 157,9	3 123,1	1,1
Population active (000)	46,1	47,3	-2,5	1 896,2	1 870,7	1,4
Emploi (000)	43,6	44,9	-2,9	1 743,9	1 729,6	0,8
- Temps plein (000)	30,2	34,2	-11,7	1 257,2	1 261,5	-0,3
- Temps partiel (000)	13,4	10,7	25,2	486,8	468,1	4,0
Chômeuses (000)	2,5	2,4	4,2	152,2	141,1	7,9
Taux de chômage (%)	5,4	5,1		8,0	7,5	
Taux d'activité (%)	54,0	54,6		60,0	59,9	
Taux d'emploi (%)	51,1	51,8		55,2	55,4	
15-29 ANS						
Population 15 à 29 ans (000)	34,1	33,2	2,7	1 477,1	1 466,8	0,7
Population active (000)	23,3	21,3	9,4	1 062,9	1 075,6	-1,2
Emploi (000)	21,1	18,8	12,2	947,6	950,5	-0,3
- Temps plein (000)	13,5	12,9	4,7	608,5	619,7	-1,8
- Temps partiel (000)	7,6	5,9	28,8	339,0	330,9	2,4
Chômeurs et chômeuses (000)	2,2	2,5	-12,0	115,3	125,0	-7,8
Taux de chômage (%)	9,4	11,7		10,8	11,6	
Taux d'activité (%)	68,3	64,2		72,0	73,3	
Taux d'emploi (%)	61,9	56,6		64,2	64,8	
30 ANS ET PLUS						
Population 30 ans et plus (000)	132,4	132,9	-0,4	4 733,4	4 672,0	1,3
Population active (000)	73,9	81,1	-8,9	2 997,0	2 960,9	1,2
Emploi (000)	68,8	76,5	-10,1	2 790,3	2 748,7	1,5
- Temps plein (000)	59,4	67,2	-11,6	2 401,5	2 382,6	0,8
- Temps partiel (000)	9,5	9,4	1,1	388,7	366,1	6,2
Chômeurs et chômeuses (000)	5,1	4,6	10,9	206,7	212,2	-2,6
Taux de chômage (%)	6,9	5,7		6,9	7,2	
Taux d'activité (%)	55,8	61,0		63,3	63,4	
Taux d'emploi (%)	52,0	57,6		58,9	58,8	

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 4
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

Secteurs d'activité ¹	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	4 ^e trimestre		Variation %	4 ^e trimestre		Variation %
	2005 (000)	2004 (000)		2005 (000)	2004 (000)	
Secteur de la production de biens	25,5	27,1	-5,9	922,1	916,2	0,6
Agriculture	4,0	3,7	8,1	60,0	44,6	34,5
Autres branches du secteur primaire	3,8	4,5	-15,6	40,6	36,4	11,5
Services publics	-	-	-	30,4	31,4	-3,2
Construction	4,5	4,5	0,0	192,5	174,5	10,3
Fabrication	12,2	13,8	-11,6	598,6	629,4	-4,9
Secteur des services	64,4	68,2	-5,6	2 815,7	2 783,1	1,2
Commerce	14,5	15,3	-5,2	646,2	626,7	3,1
Transports, entreposage	5,8	3,6	61,1	160,0	169,7	-5,7
Finance, assurances, immobilier et location	2,5	3,0	-16,7	206,8	206,8	0,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,9	3,1	-38,7	226,6	221,5	2,3
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	1,5	2,3	-34,8	133,1	120,6	10,4
Services d'enseignement	7,6	7,5	1,3	265,6	246,1	7,9
Soins de santé et assistance sociale	13,6	13,4	1,5	442,7	439,0	0,8
Information, culture et loisirs	3,8	3,3	15,2	157,2	168,7	-6,8
Hébergement et services de restauration	4,9	5,3	-7,5	208,8	201,5	3,6
Autres services	3,6	6,2	-41,9	159,5	167,8	-4,9
Administrations publiques	4,6	5,3	-13,2	209,0	214,7	-2,7
ENSEMBLE DES SECTEURS	90,0	95,3	-5,6	3 737,8	3 699,3	1,0

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 5
EMPLOI SELON LE GENRE ET LE NIVEAU DE COMPÉTENCE
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

Genre de compétence	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	4 ^e trimestre		Variation %	4 ^e trimestre		Variation %
	2005 (000)	2004 (000)		2005 (000)	2004 (000)	
Gestion	5,9	7,4	-20,3	331,7	325,4	1,9
Affaires, finance et administration	11,9	16,9	-29,6	632,0	630,8	0,2
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	3,9	4,1	-4,9	255,6	269,5	-5,2
Secteur de la santé	6,8	6,9	-1,4	241,1	236,3	2,0
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	8,3	10,7	-22,4	346,4	336,7	2,9
Arts, culture, sports et loisirs	2,3	-	-	123,9	125,6	-1,4
Vente et services	21,0	20,6	1,9	903,4	896,2	0,8
Métiers, transport et machinerie	18,8	15,5	21,3	532,8	508,6	4,8
Prof. propres au secteur primaire	4,6	6,2	-25,8	92,5	82,8	11,7
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	6,4	6,2	3,2	278,5	287,4	-3,1
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	90,0	95,3	-5,6	3 737,8	3 699,3	1,0
Niveau de compétence¹						
Gestion	5,9	7,4	-20,3	331,7	325,4	1,9
Professionnel	12,1	15,4	-21,4	654,5	647,3	1,1
Technique	30,2	30,3	-0,3	1 232,9	1 204,0	2,4
Intermédiaire	28,8	30,1	-4,3	1 091,8	1 088,6	0,3
Élémentaire	12,9	12,1	6,6	427,0	434,1	-1,6

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Le niveau de compétence selon la Classification nationale des professions : gestion (expérience dans le domaine visé); professionnel (généralement diplôme universitaire); technique (généralement diplôme collégial ou secondaire professionnel); intermédiaire (généralement diplôme secondaire général); élémentaire (généralement études secondaires non terminées).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 6
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Secteurs d'activité ¹	Ensemble du Québec		
	4 ^e trimestre		Variation %
	2005 (000)	2004 (000)	
Secteur de la production de biens	922,1	916,2	0,6
Agriculture	60,0	44,6	34,5
Foresterie et exploitation forestière	21,8	20,9	4,3
Pêche, chasse et piégeage	1,9	1,5	26,7
Extraction minière	16,9	14,0	20,7
Services publics	30,4	31,4	-3,2
Construction	192,5	174,5	10,3
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	73,3	77,7	-5,7
Usines de textiles et de produits textiles	16,9	19,2	-12,0
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	39,7	31,7	25,2
Fabrication de produits en bois	48,5	56,5	-14,2
Fabrication du papier	42,0	37,8	11,1
Impression et activités connexes de soutien	34,5	33,5	3,0
Fabrication de produits chimiques	26,7	37,8	-29,4
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	46,7	38,2	22,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	20,3	16,3	24,5
Première transformation des métaux	31,9	33,8	-5,6
Fabrication de produits métalliques	47,7	35,4	34,7
Fabrication de machines	27,1	33,5	-19,1
Fabrication de produits informatiques et électroniques	23,7	26,2	-9,5
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	12,9	11,0	17,3
Fabrication de matériel de transport	43,4	64,0	-32,2
Fabrication de meubles et de produits connexes	39,8	40,0	-0,5
Activités diverses de fabrication ²	23,5	36,8	-36,1
Secteur des services	2 815,7	2 783,1	1,2
Commerce de gros	145,4	157,2	-7,5
Commerce de détail	500,8	469,5	6,7
Transport et entreposage	160,0	169,7	-5,7
Finance	98,4	107,3	-8,3
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers	56,7	46,6	21,7
Services immobiliers	41,3	34,3	20,4
Services de location et de location à bail	10,5	18,6	-43,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	226,6	221,5	2,3
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	133,1	120,6	10,4
Services d'enseignement	265,6	246,1	7,9
Soins de santé et assistance sociale	442,7	439,0	0,8
Information, culture et loisirs	157,2	168,7	-6,8
Hébergement et restauration	208,8	201,5	3,6
Autres services	159,5	167,8	-4,9
Administration fédérale (incluant la défense)	71,7	69,6	3,0
Administrations publiques provinciales et territoriales	77,5	82,5	-6,1
Administrations publiques locales, municipales, régionales et autres	59,8	62,5	-4,3
ENSEMBLE DES SECTEURS	3 737,8	3 699,3	1,0

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

² L'industrie de la fabrication de produits du pétrole et du charbon est incluse dans cette industrie.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 7A
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Décembre 2005	Décembre 2004	Variation %	Taux de prestation ² Décembre 2005
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	14 862	15 517	-4,2	22,7
Bas-Saint-Laurent	14 501	15 337	-5,5	10,7
Capitale-Nationale	21 531	24 622	-12,6	4,8
Chaudière-Appalaches	16 618	17 225	-3,5	6,3
Estrie	11 762	12 801	-8,1	6,1
Montérégie	39 112	41 751	-6,3	4,5
Montréal	43 701	48 635	-10,1	3,5
Laval	8 223	9 380	-12,3	3,5
Lanaudière	15 295	15 871	-3,6	5,8
Laurentides	18 893	19 959	-5,3	6,0
Outaouais	8 808	10 088	-12,7	4,0
Abitibi-Témiscamingue	9 182	9 631	-4,7	9,2
Mauricie	12 683	14 396	-11,9	7,4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	18 467	20 152	-8,4	9,6
Côte-Nord	8 465	9 067	-6,6	12,3
Nord-du-Québec	1 983	1 931	2,7	7,9
Centre-du-Québec	10 558	11 917	-11,4	7,2
ZME ³ de Montréal	90 761	100 007	-9,2	3,9
ENSEMBLE DU QUÉBEC	274 644	298 280	-7,9	5,5

¹ Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

³ La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Ressources humaines et développement des compétences Canada.

Tableau 7B
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI¹
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Centres locaux d'emploi	Décembre 2005	Décembre 2004	Variation %	Taux de prestation ² Décembre 2005
La Pocatière	1 220	1 342	-9,1	8,2
Cabano	1 749	1 890	-7,5	11,7
Rivière-du-Loup	1 928	1 984	-2,8	8,9
Trois-Pistoles	818	862	-5,1	12,9
Rimouski-Neigette	3 111	3 505	-11,2	8,5
Mont-Joli	1 459	1 438	1,5	11,7
Matane	2 159	2 298	-6,0	14,0
Amqui	2 057	2 018	1,9	15,7
Bas-Saint-Laurent	14 501	15 337	-5,5	10,7
ENSEMBLE DU QUÉBEC	274 644	298 280	-7,9	5,5

¹ Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

Source : Ressources humaines et développement des compétences Canada.

Tableau 8A
PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Octobre 2005	Octobre 2004	Variation %	Taux de prestation ² Octobre 2005
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 588	2 890	-10,4	3,9
Bas-Saint-Laurent	3 461	3 724	-7,1	2,6
Capitale-Nationale	10 174	11 043	-7,9	2,3
Chaudière-Appalaches	3 803	3 984	-4,5	1,4
Estrie	5 720	5 714	0,1	3,0
Centre-du-Québec	4 355	4 216	3,3	3,0
Montérégie	18 310	19 038	-3,8	2,1
Montréal	62 307	66 397	-6,2	5,0
Laval	3 950	4 194	-5,8	1,7
Lanaudière	6 343	6 553	-3,2	2,4
Laurentides	7 079	7 577	-6,6	2,3
Outaouais	6 618	6 766	-2,2	3,0
Abitibi-Témiscamingue	2 887	3 239	-10,9	2,9
Mauricie	7 522	7 846	-4,1	4,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6 011	6 530	-7,9	3,1
Côte-Nord	1 513	1 611	-6,1	2,2
Nord-du-Québec	567	542	4,6	2,3
ZME ³ de Montréal	80 879	85 792	-5,7	3,4
ENSEMBLE DU QUÉBEC	153 208	161 567	-5,2	3,1

¹ Adultes sans contraintes à l'emploi.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

³ La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale.

Tableau 8B
PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI¹
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Centres locaux d'emploi	Octobre 2005	Octobre 2004	Variation %	Taux de prestation ² Octobre 2005
La Pocatière	253	274	-7,7	1,7
Cabano	352	377	-6,6	2,4
Rivière-du-Loup	387	421	-8,1	1,8
Trois-Pistoles	155	148	4,7	2,4
Rimouski-Neigette	824	909	-9,4	2,3
Mont-Joli	453	439	3,2	3,6
Matane	566	634	-10,7	3,7
Amqui	471	522	-9,8	3,6
Bas-Saint-Laurent	3 461	3 724	-7,1	2,6
ENSEMBLE DU QUÉBEC	153 208	161 567	-5,2	3,1

¹ Adultes sans contraintes à l'emploi.

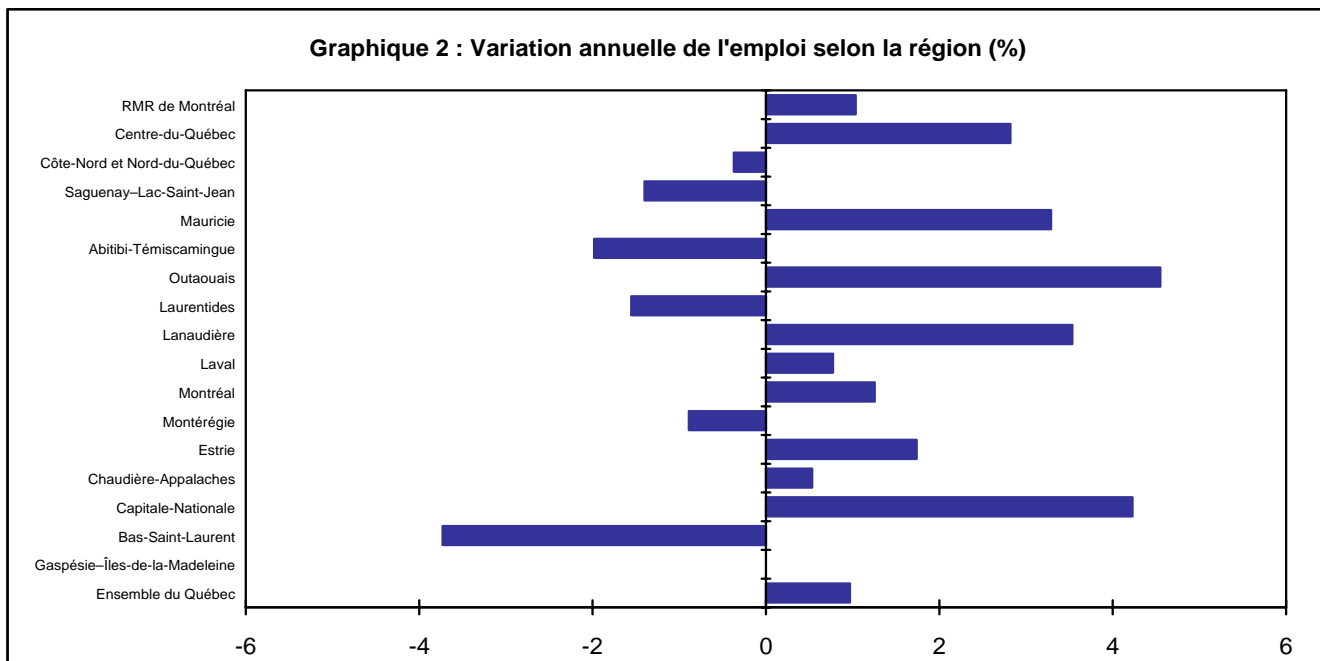
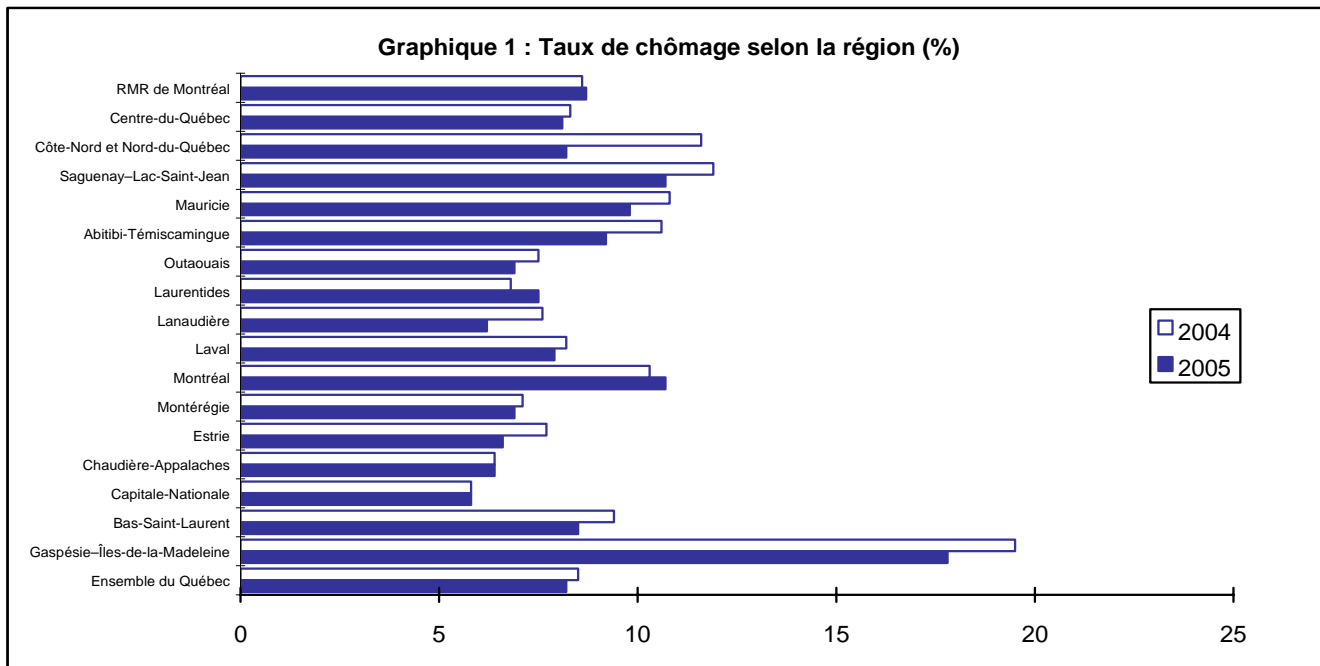
² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

Source : Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale.

Section 2 annuelle

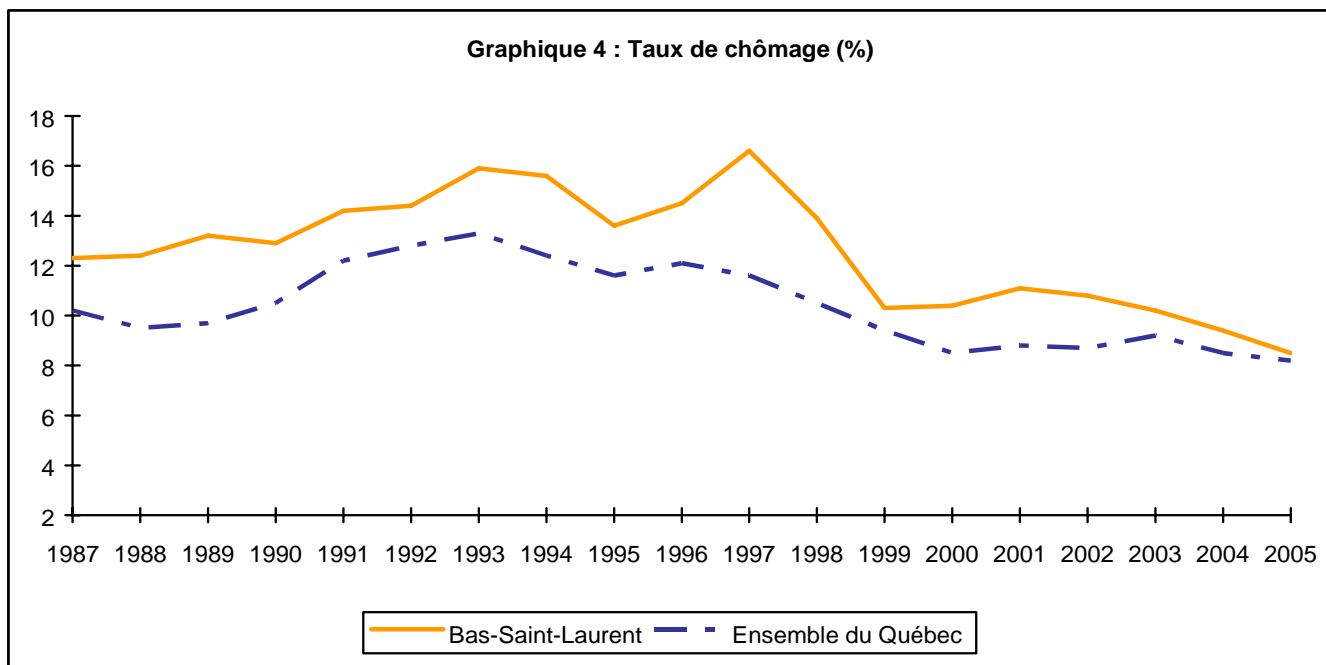
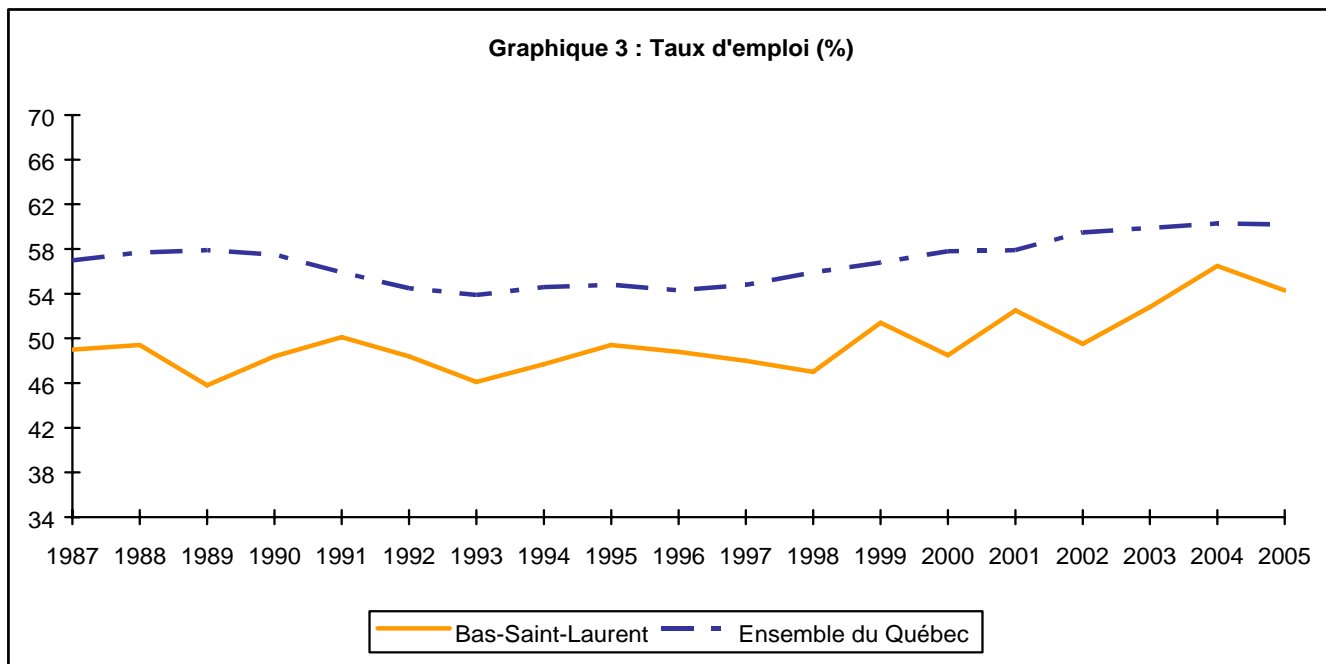
Graphiques et tableaux

Graphiques 1 et 2
TAUX DE CHÔMAGE ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION
Moyenne annuelle 2005



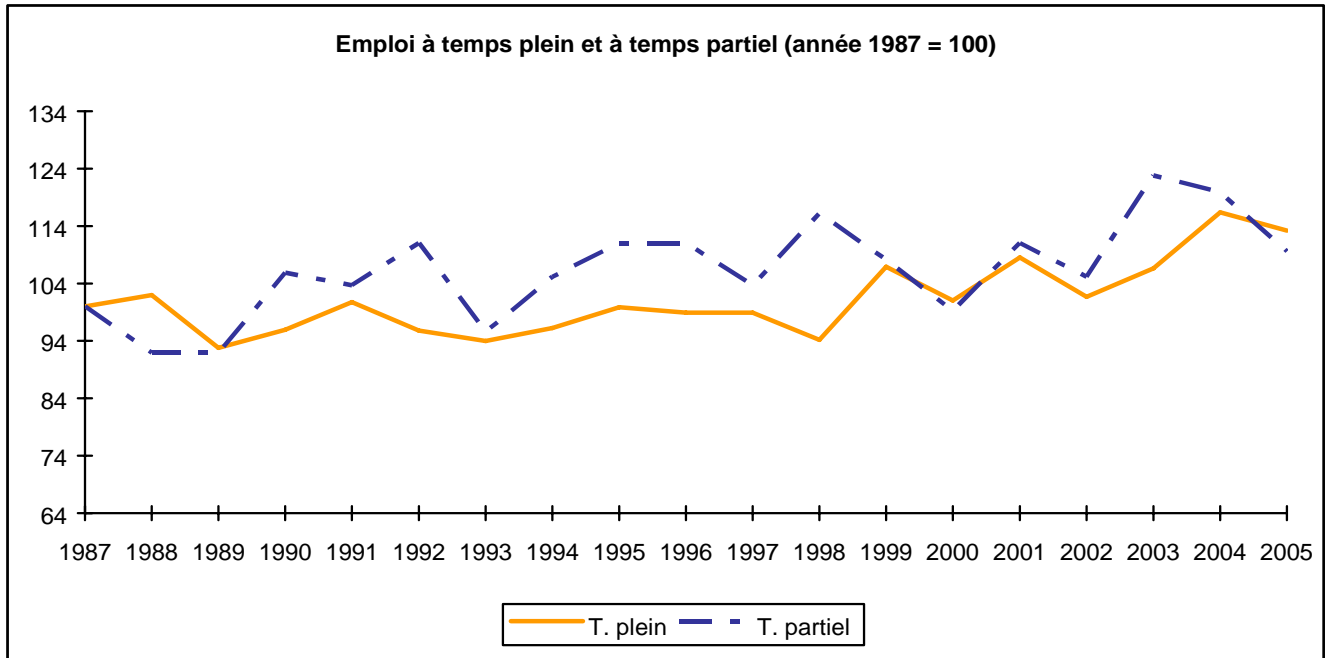
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphiques 3 et 4
TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec
Moyenne annuelle 2005



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphique 5
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL
Bas-Saint-Laurent
Moyenne annuelle 2005



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 1
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec
Données non désaisonnalisées

Indicateurs du marché du travail	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2005	Moyenne annuelle 2004	Variation %	Moyenne annuelle 2005	Moyenne annuelle 2004	Variation %
Population 15 ans et plus (000)	166,4	165,9	0,3	6 182,2	6 110,9	1,2
Population active (000)	98,7	103,5	-4,6	4 055,8	4 027,5	0,7
Emploi (000)	90,3	93,8	-3,7	3 721,6	3 685,9	1,0
- Temps plein (000)	75,4	77,5	-2,7	3 048,4	3 016,2	1,1
- Temps partiel (000)	14,9	16,3	-8,6	673,2	669,7	0,5
Chômeurs et chômeuses (000)	8,4	9,7	-13,4	334,2	341,5	-2,1
Taux de chômage (%)	8,5	9,4		8,2	8,5	
Taux d'activité (%)	59,3	62,4		65,6	65,9	
Taux d'emploi (%)	54,3	56,5		60,2	60,3	
Durée du chômage (semaines)	16,0	21,9	-26,9	20,1	20,0	0,5

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 2
COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Moyenne annuelle 2005
Données non désaisonnalisées

Régions économiques, régions métropolitaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	50,6	17,8	41,6
Bas-Saint-Laurent	59,3	8,5	54,3
Capitale-Nationale	66,4	5,8	62,6
Chaudière-Appalaches	68,4	6,4	64,1
Estrie	63,9	6,6	59,7
Montérégie	66,8	6,9	62,1
Montréal	65,7	10,7	58,7
Laval	65,9	7,9	60,7
Lanaudière	68,1	6,2	63,9
Laurentides	67,3	7,5	62,2
Outaouais	68,9	6,9	64,2
Abitibi-Témiscamingue	61,9	9,2	56,3
Mauricie	60,0	9,8	54,1
Saguenay-Lac-Saint-Jean	59,8	10,7	53,4
Côte-Nord et Nord-du-Québec	64,6	8,2	59,3
Centre-du-Québec	67,5	8,1	62,1
RÉGIONS MÉTROPOLITAINES			
Chicoutimi-Jonquière	60,0	9,9	54,0
Québec	67,6	5,6	63,8
Trois-Rivières	64,8	9,1	58,8
Sherbrooke	65,4	7,3	60,7
Montréal	67,4	8,7	61,5
Ottawa-Hull	71,0	6,6	66,3
ENSEMBLE DU QUÉBEC	65,6	8,2	60,2

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 3
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET L'ÂGE
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

Sexes et groupes d'âge	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2005	Moyenne annuelle 2004	Variation %	Moyenne annuelle 2005	Moyenne annuelle 2004	Variation %
HOMMES						
Population 15 ans et plus (000)	80,5	82,3	-2,2	3 038,0	3 001,7	1,2
Population active (000)	53,1	55,8	-4,8	2 171,1	2 157,5	0,6
Emploi (000)	47,5	49,5	-4,0	1 978,1	1 961,0	0,9
- Temps plein (000)	44,1	44,8	-1,6	1 754,0	1 745,1	0,5
- Temps partiel (000)	3,3	4,6	-28,3	224,1	215,9	3,8
Chômeurs (000)	5,6	6,4	-12,5	193,0	196,4	-1,7
Taux de chômage (%)	10,5	11,5		8,9	9,1	
Taux d'activité (%)	66,0	67,8		71,5	71,9	
Taux d'emploi (%)	59,0	60,1		65,1	65,3	
FEMMES						
Population 15 ans et plus (000)	85,8	83,6	2,6	3 144,2	3 109,2	1,1
Population active (000)	45,6	47,7	-4,4	1 884,7	1 870,0	0,8
Emploi (000)	42,8	44,4	-3,6	1 743,5	1 724,9	1,1
- Temps plein (000)	31,2	32,7	-4,6	1 294,4	1 271,1	1,8
- Temps partiel (000)	11,6	11,7	-0,9	449,1	453,8	-1,0
Chômeuses (000)	2,8	3,3	-15,2	141,2	145,1	-2,7
Taux de chômage (%)	6,1	6,9		7,5	7,8	
Taux d'activité (%)	53,1	57,1		59,9	60,1	
Taux d'emploi (%)	49,9	53,1		55,5	55,5	
15-29 ANS						
Population 15 à 29 ans (000)	33,8	34,0	-0,6	1 472,9	1 462,1	0,7
Population active (000)	23,4	22,9	2,2	1 075,9	1 084,2	-0,8
Emploi (000)	21,0	20,1	4,5	953,0	954,1	-0,1
- Temps plein (000)	14,6	14,2	2,8	649,8	649,1	0,1
- Temps partiel (000)	6,4	5,9	8,5	303,2	305,0	-0,6
Chômeurs et chômeuses (000)	2,5	2,8	-10,7	122,9	130,1	-5,5
Taux de chômage (%)	10,7	12,2		11,4	12,0	
Taux d'activité (%)	69,2	67,4		73,0	74,2	
Taux d'emploi (%)	62,1	59,1		64,7	65,3	
30 ANS ET PLUS						
Population 30 ans et plus (000)	132,5	132,0	0,4	4 709,4	4 648,7	1,3
Population active (000)	75,2	80,6	-6,7	2 979,9	2 943,2	1,2
Emploi (000)	69,3	73,8	-6,1	2 768,5	2 731,8	1,3
- Temps plein (000)	60,8	63,3	-3,9	2 398,6	2 367,1	1,3
- Temps partiel (000)	8,6	10,5	-18,1	369,9	364,7	1,4
Chômeurs et chômeuses (000)	5,9	6,9	-14,5	211,3	211,4	-0,0
Taux de chômage (%)	7,8	8,6		7,1	7,2	
Taux d'activité (%)	56,8	61,1		63,3	63,3	
Taux d'emploi (%)	52,3	55,9		58,8	58,8	

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 4
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

Secteurs d'activité ¹	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle 2005	Moyenne annuelle 2004	Variation %	Moyenne annuelle 2005	Moyenne annuelle 2004	Variation %
	(000)	(000)		(000)	(000)	
Secteur de la production de biens	26,1	25,9	0,8	927,9	913,3	1,6
Agriculture	4,3	3,3	30,3	60,4	49,8	21,3
Autres branches du secteur primaire	4,1	4,0	2,5	38,7	35,6	8,7
Services publics	-	-	-	31,9	32,0	-0,3
Construction	4,2	3,5	20,0	179,8	166,5	8,0
Fabrication	12,9	14,7	-12,2	617,2	629,3	-1,9
Secteur des services	64,2	68,0	-5,6	2 793,7	2 772,7	0,8
Commerce	14,7	14,6	0,7	625,2	615,9	1,5
Transports, entreposage	5,3	4,3	23,3	165,1	178,8	-7,7
Finance, assurances, immobilier et location	3,4	3,5	-2,9	205,7	199,3	3,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	2,0	2,5	-20,0	225,2	221,1	1,9
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	-	2,3	-	130,1	115,0	13,1
Services d'enseignement	5,9	7,4	-20,3	244,8	240,0	2,0
Soins de santé et assistance sociale	13,0	12,0	8,3	442,0	442,6	-0,1
Information, culture et loisirs	4,1	4,0	2,5	164,5	163,9	0,4
Hébergement et services de restauration	5,6	5,1	9,8	213,1	205,8	3,5
Autres services	4,8	6,4	-25,0	161,4	171,6	-5,9
Administrations publiques	4,1	5,9	-30,5	216,5	218,7	-1,0
ENSEMBLE DES SECTEURS	90,3	93,8	-3,7	3 721,6	3 685,9	1,0

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 5
EMPLOI SELON LE GENRE ET LE NIVEAU DE COMPÉTENCE
Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

Genre de compétence	Bas-Saint-Laurent			Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle		Variation %	Moyenne annuelle		Variation %
	2005 (000)	2004 (000)		2005 (000)	2004 (000)	
Gestion	6,1	6,2	-1,6	330,6	316,7	4,4
Affaires, finance et administration	14,0	13,7	2,2	663,3	665,3	-0,3
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	3,9	4,1	-4,9	255,1	256,8	-0,7
Secteur de la santé	6,8	5,9	15,3	239,4	229,5	4,3
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	7,2	10,2	-29,4	326,0	320,9	1,6
Arts, culture, sports et loisirs	1,6	1,8	-11,1	132,5	109,5	21,0
Vente et services	20,9	22,5	-7,1	876,5	890,2	-1,5
Métiers, transport et machinerie	17,6	14,9	18,1	527,2	523,2	0,8
Prof. propres au secteur primaire	6,2	6,0	3,3	97,4	85,5	13,9
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	5,9	8,5	-30,6	273,7	288,4	-5,1
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	90,3	93,8	-3,7	3 721,6	3 685,9	1,0
Niveau de compétence¹						
Gestion	6,1	6,2	-1,6	330,6	316,7	4,4
Professionnel	10,6	13,2	-19,7	651,0	609,5	6,8
Technique	32,8	30,8	6,5	1 212,8	1 189,2	2,0
Intermédiaire	29,1	31,2	-6,7	1 096,7	1 145,6	-4,3
Élémentaire	11,7	12,4	-5,6	430,4	424,9	1,3

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Le niveau de compétence selon la Classification nationale des professions : gestion (expérience dans le domaine visé);
professionnel (généralement diplôme universitaire); technique (généralement diplôme collégial ou secondaire professionnel);
intermédiaire (généralement diplôme secondaire général); élémentaire (généralement études secondaires non terminées).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 6
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Secteurs d'activité ¹	Ensemble du Québec		
	Moyenne annuelle		Variation %
	2005 (000)	2004 (000)	
Secteur de la production de biens	927,9	913,3	1,6
Agriculture	60,4	49,8	21,3
Foresterie et exploitation forestière	19,6	20,2	-3,0
Pêche, chasse et piégeage	2,1	1,6	31,3
Extraction minière	17,0	13,8	23,2
Services publics	31,9	32,0	-0,3
Construction	179,8	166,5	8,0
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	74,6	84,4	-11,6
Usines de textiles et de produits textiles	19,8	20,7	-4,3
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	36,2	44,2	-18,1
Fabrication de produits en bois	53,8	59,4	-9,4
Fabrication du papier	39,8	35,8	11,2
Impression et activités connexes de soutien	33,9	39,1	-13,3
Fabrication de produits chimiques	32,3	36,0	-10,3
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	44,1	34,8	26,7
Fabrication de produits minéraux non métalliques	18,7	17,5	6,9
Première transformation des métaux	35,1	29,8	17,8
Fabrication de produits métalliques	46,6	35,6	30,9
Fabrication de machines	27,6	33,4	-17,4
Fabrication de produits informatiques et électroniques	25,4	22,7	11,9
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	11,6	12,1	-4,1
Fabrication de matériel de transport	51,8	55,0	-5,8
Fabrication de meubles et de produits connexes	36,9	36,8	0,3
Activités diverses de fabrication ²	29,1	32,2	-9,6
Secteur des services	2 793,7	2 772,7	0,8
Commerce de gros	142,2	144,3	-1,5
Commerce de détail	483,0	471,6	2,4
Transport et entreposage	165,1	178,8	-7,7
Finance	96,7	94,0	2,9
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers	53,4	53,3	0,2
Services immobiliers	43,1	32,5	32,6
Services de location et de location à bail	12,6	19,5	-35,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	225,2	221,1	1,9
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	130,1	115,0	13,1
Services d'enseignement	244,8	240,0	2,0
Soins de santé et assistance sociale	442,0	442,6	-0,1
Information, culture et loisirs	164,5	163,9	0,4
Hébergement et restauration	213,1	205,8	3,5
Autres services	161,3	171,5	-5,9
Administration fédérale (incluant la défense)	69,6	70,9	-1,8
Administrations publiques provinciales et territoriales	86,0	79,3	8,4
Administrations publiques locales, municipales, régionales et autres	60,8	68,4	-11,1
ENSEMBLE DES SECTEURS	3 721,6	3 685,9	1,0

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

² L'industrie de la fabrication de produits du pétrole et du charbon est incluse dans cette industrie.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 7A
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Année 2005	Année 2004	Variation %	Taux de prestation ² Année 2005
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	14 243	13 875	2,6	21,7
Bas-Saint-Laurent	14 696	14 663	0,2	10,9
Capitale-Nationale	21 918	23 157	-5,4	4,9
Chaudière-Appalaches	16 756	16 675	0,5	6,4
Estrie	12 682	12 388	2,4	6,6
Montérégie	39 710	41 407	-4,1	4,5
Montréal	46 951	51 877	-9,5	3,8
Laval	9 148	9 661	-5,3	3,9
Lanaudière	15 781	15 902	-0,8	5,9
Laurentides	19 425	19 569	-0,7	6,2
Outaouais	9 496	9 985	-4,9	4,3
Abitibi-Témiscamingue	9 441	9 559	-1,2	9,5
Mauricie	13 529	13 677	-1,1	7,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	19 102	18 584	2,8	9,9
Côte-Nord	8 828	8 323	6,1	12,8
Nord-du-Québec	2 060	1 955	5,4	8,2
Centre-du-Québec	11 266	11 396	-1,1	7,7
ZME ³ de Montréal	96 913	104 484	-7,2	4,1
ENSEMBLE DU QUÉBEC	285 032	292 652	-2,6	5,8

¹ Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

³ La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Ressources humaines et développement des compétences Canada.

Tableau 7B
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI¹
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Centres locaux d'emploi	Année	Année	Variation	Taux de prestation ²
	2005	2004	%	Année 2005
La Pocatière	1 251	1 281	-2,4	8,4
Cabano	1 801	1 786	0,8	12,0
Rivière-du-Loup	1 912	1 845	3,6	8,8
Trois-Pistoles	801	808	-0,9	12,6
Rimouski-Neigette	3 287	3 416	-3,8	9,0
Mont-Joli	1 390	1 300	6,9	11,2
Matane	2 245	2 255	-0,5	14,6
Amqui	2 011	1 972	2,0	15,4
Bas-Saint-Laurent	14 696	14 663	0,2	10,9
ENSEMBLE DU QUÉBEC	285 032	292 652	-2,6	5,8

¹ Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

Source : Ressources humaines et développement des compétences Canada.

Tableau 8A
PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Année 2005	Année 2004	Variation %	Taux de prestation ² Année 2005
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 743	3 079	-10,9	4,2
Bas-Saint-Laurent	3 592	3 954	-9,2	2,7
Capitale-Nationale	10 696	11 505	-7,0	2,4
Chaudière-Appalaches	3 947	4 190	-5,8	1,5
Estrie	5 821	5 816	0,1	3,0
Centre-du-Québec	4 332	4 177	3,7	2,9
Montérégie	18 826	19 652	-4,2	2,1
Montréal	64 153	67 179	-4,5	5,2
Laval	4 001	4 186	-4,4	1,7
Lanaudière	6 448	6 630	-2,7	2,4
Laurentides	7 345	7 777	-5,6	2,3
Outaouais	6 847	6 853	-0,1	3,1
Abitibi-Témiscamingue	3 050	3 400	-10,3	3,1
Mauricie	7 756	7 941	-2,3	4,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6 331	6 835	-7,4	3,3
Côte-Nord	1 572	1 732	-9,2	2,3
Nord-du-Québec	587	620	-5,3	2,3
ZME ³ de Montréal	82 959	86 856	-4,5	3,5
ENSEMBLE DU QUÉBEC	157 805	165 410	-4,6	3,2

¹ Adultes sans contraintes à l'emploi.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

³ La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale.

Tableau 8B
PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI¹
SELON LES CENTRES LOCAUX D'EMPLOI

Centres locaux d'emploi	Année	Année	Variation	Taux de prestation ²
	2005	2004	%	Année 2005
La Pocatière	271	295	-8,1	1,8
Cabano	361	412	-12,4	2,4
Rivière-du-Loup	408	455	-10,3	1,9
Trois-Pistoles	149	176	-15,3	2,3
Rimouski-Neigette	869	936	-7,2	2,4
Mont-Joli	447	488	-8,4	3,6
Matane	603	653	-7,7	3,9
Amqui	484	540	-10,4	3,7
Bas-Saint-Laurent	3 592	3 954	-9,2	2,7
ENSEMBLE DU QUÉBEC	157 805	165 410	-4,6	3,2

¹ Adultes sans contraintes à l'emploi.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

Source : Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale.

Annexe

Liste des centres locaux d'emploi (CLE) Bas-Saint-Laurent

La Pocatière

161, Route 230 Ouest, local 600
La Pocatière (Québec) G0R 1Z0
418 856-2752
1 800 567-3036

Cabano

4, Rue de la Gare
Cabano (Québec) G0L 1E0
418 854-2544
1 800 463-4709

Rivière-du-Loup

385A, rue Lafontaine
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 3B5
418 862-7236
1 800 567-1709

Trois-Pistoles

634, rue Richard
Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0
418 851-1432

Rimouski-Neigette

337, rue Moreault, 1er étage
Rimouski (Québec) G5L 1P4
418 727-3661
1 800 463-0728

Mont-Joli

42, avenue Doucet, 1er étage
Mont-Joli (Québec) G5H 1R4
418 775-7246

Matane

750, avenue du Phare Ouest, bureau 205
Matane (Québec) G4W 3W8
418 562-0893

Amqui

49, boul. Saint-Benoît Est
Amqui (Québec) G5J 2B8
418 629-2225